Envoyé en préfecture le 23/01/2020
Reçu en préfecture le 23/01/2020
Affiché le
ID : 035-213500937-20200120-DEL_2020_002-DE

VILLE DE Dinard
DIRECTION DES MOYENS GÉNÉRAUX

Service des finances

RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2020

Sommaire

Rappel réglementaire …… Page 2

1/ Le cadre général d'élaboration du budget primitif 2020…… Pages 3 à 6

2/ Les réalisations budgétaires 2018 et 2019 (provisoires) du Budget Principal de la commune servant à définir les orientations 2020… Pages 7 à 24

3/ L'endettement de la commune…… Pages 25 à 28

4/ La situation financière ……... Pages 29 à 30

5/ La structure et l'évolution des dépenses de personnel…… Page 31

6/ Les orientations budgétaires pour 2020 :
Budget Principal et Budgets Annexes……. Pages 32 à 41

Envoyé en préfecture le 23/01/2020
Reçu en préfecture le 23/01/2020
Affiché le
ID : 035-213500937-20200120-DEL_2020_002-DE

RAPPEL REGLEMENTAIRE

Comme chaque année, le conseil municipal est appelé à débattre des grandes orientations de la commune. Le rapport sur les orientations budgétaires (ROB) constitue la première étape du cycle budgétaire avant l'acte politique majeur que représente le vote du budget primitif.

Cette obligation résulte initialement de la loi du 6 février 1992 d'administration territoriale de la République (articles des 11 et 12), qui a étendu aux commues de 3 500 habitants et plus, ainsi qu'aux régions, l'obligation d'organiser un débat sur les orientations générales du budget, prévue initialement pour les départements depuis la loi du 2 mars 1982.

L'article 107 de la loi NOTRe (Nouvelle organisation territoriale de la République) n° 2015-991 du 7 août 2015, est venu compléter les dispositions relatives à la forme et au contenu de ce rapport en modifiant l'Article L2312-1 du code général des collectivités territoriales.

Ainsi, en application de l'Article 107 de la loi NOTRE Nouvelle organisation territoriale de la République n° 2015-991 du 7 août 2015 :

« Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique. »

Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport « comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. »

Ce rapport permet à l'assemblée délibérante de discuter des orientations budgétaires de l'exercice mais également d'être informée sur l'évolution de la situation financière de la collectivité.

Le ROB permet également aux élus de s'exprimer sur la stratégie financière de la collectivité.

Pour ce faire, doit être présenté en conseil municipal un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Envoyé en préfecture le 23/01/2020
Reçu en préfecture le 23/01/2020
Affiché le
ID : 035-213500937-20200120-DEL_2020_002-DE

1- LE CADRE GÉNÉRAL D'ÉLABORATION DU BUDGET PRIMITIF 2020

1-1 Le contexte macro - économique

En zone euro, la **croissance** peine à retrouver son rythme d'avant la crise de 2008.

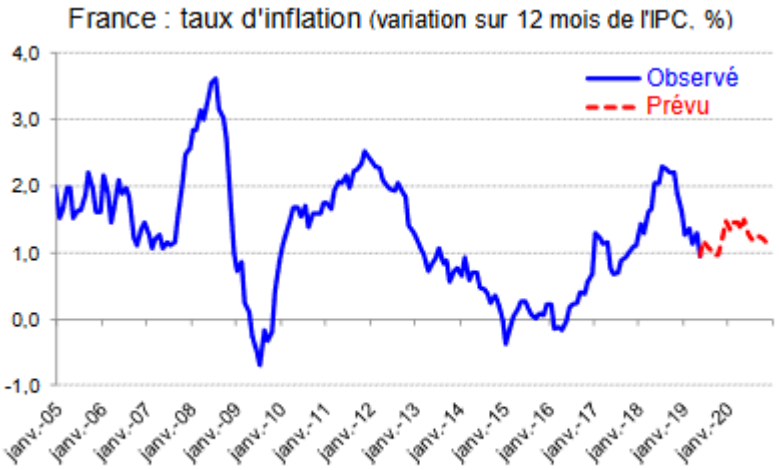
La croissance française devrait être de 1.3 % en 2019 (ralentissement durant la crise des gilets jaunes ; baisse du chômage permettant une reprise sur le second semestre) et de nouveau de 1.3 % en 2020.

Selon les estimations, **l'inflation** devrait être de 1.2 % en 2019 et devrait être de 1.3 % en 2020. Pour mémoire, elle était de 1,9 % en 2018.

		2017	2018	2019p	2020p
Zone euro	(1)	1,5	1,8	1,3	1,4
	(2)	*1,4*	*1,6*	*1,5*	*1,3*
France	(1)	1,0	1,9	1,2	1,3
	(2)	*1,1*	*1,6*	*1,5*	*1,1*
e : estimation ; p : prévision					

(1) **Taux de variation moyen annuel (en %)**

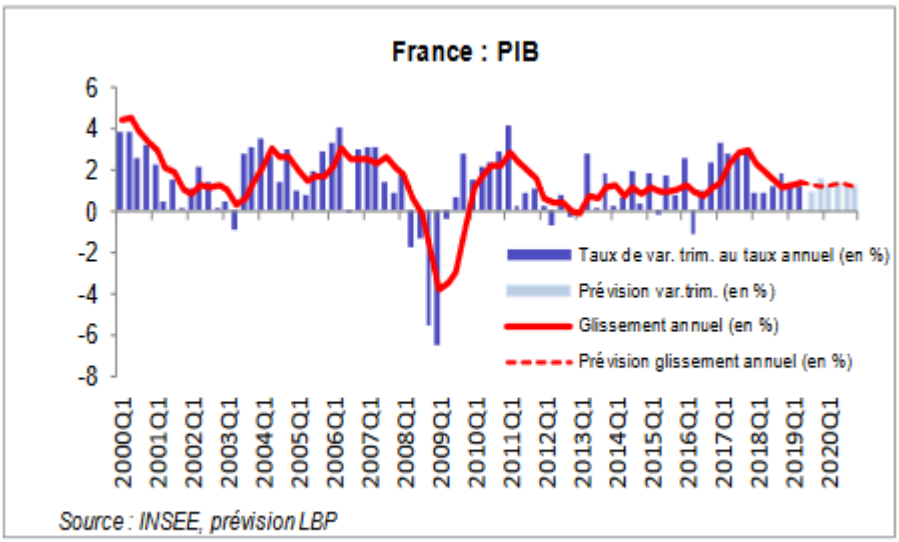
(2) **Glissement annuel (en décembre, en %)**



Source : Insee, Eurostat, calculs LBP

Envoyé en préfecture le 23/01/2020
Reçu en préfecture le 23/01/2020
Affiché le
ID : 035-213500937-20200120-DEL_2020_002-DE

Le PIB (Produit Intérieur Brut) :



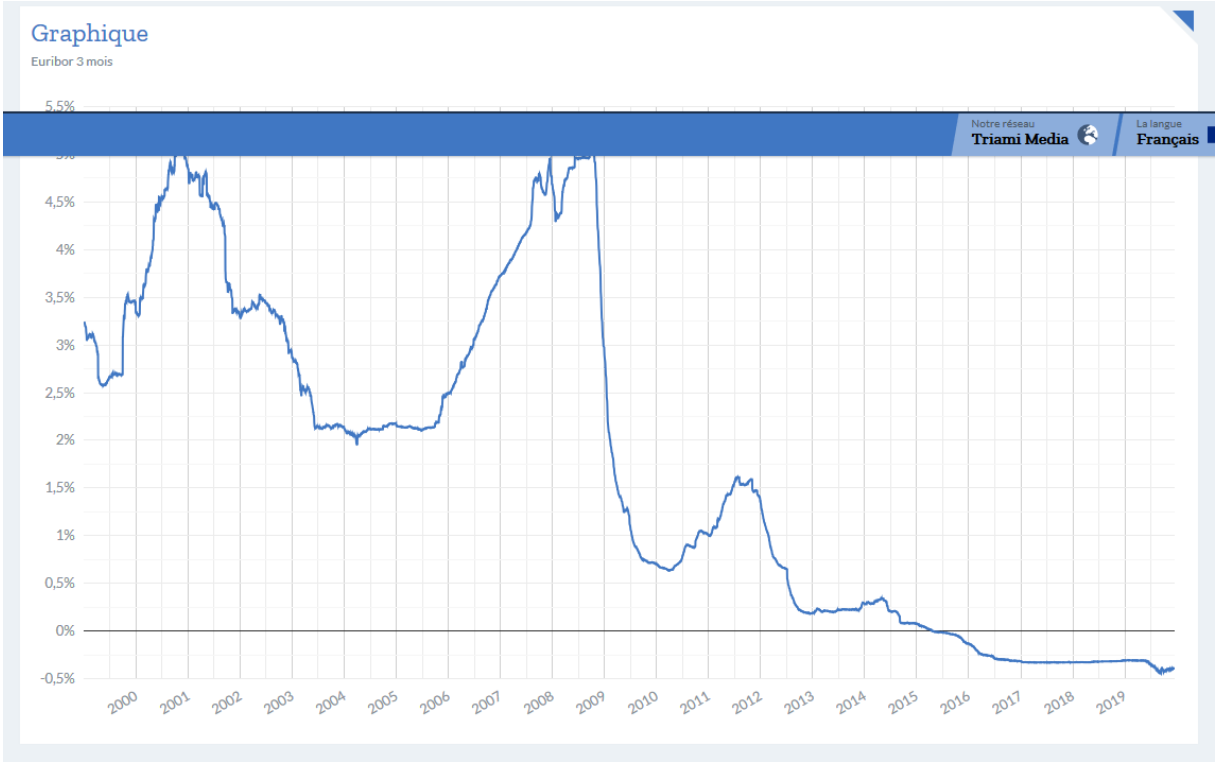
En parallèle et en raison de la politique monétaire de la BCE, **les taux d'intérêts** conservent des niveaux historiquement bas. La situation ne devrait pas évoluer de manière significative au cours de l'année 2020.

Le graphique ci-dessous montre l'évolution des taux longs (Obligation Assimilable du Trésor OAT- 10 ans) sont négatifs ou proche de zéro. On parle de taux d'intérêts longs négatifs

(Source: Agence France Trésor)

Envoyé en préfecture le 23/01/2020
Reçu en préfecture le 23/01/2020
Affiché le
ID : 035-213500937-20200120-DEL_2020_002-DE

Les taux d'intérêts courts (Euribor 3 mois) sont négatif
évolution contraire n'est envisagée à l'heure actuelle



1.2- Le projet de Loi de Finance (PLF) pour 2020

Chiffres clés du budget 2020 :

- Dépenses estimées par le PLF projet de loi de finances 2020: 399,2 milliards d'euros (contre 394,7 milliards d'euros en LFI loi de finances initiale 2019, révisés à 391,2 milliards d'euros)
- Solde du budget général de l'État : - 93,1 milliards d'euros (contre - 107,7 en LFI 2019, révisés en – 96,3 milliards d'euros)

« La poursuite d'une logique partenariale avec les collectivités locales »

« En 2018, les dépenses des collectivités locales ont progressé de + 2 %, comme en 2017. L'accélération des dépenses d'investissement en lien avec le cycle électoral (+ 8,1 % en 2018 contre + 4,4 % en 2017) a été compensée par la maîtrise des dépenses de fonctionnement (+ 0,8 % en 2018, contre + 1,5 % en 2017) ».

La maîtrise des dépenses de fonctionnement en 2018 s'inscrit dans le cadre des objectifs de la loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques LPFP, notamment l'article 13 fixant la limite annuelle à 1,2 %.

Envoyé en préfecture le 23/01/2020
Reçu en préfecture le 23/01/2020
Affiché le
ID : 035-213500937-20200120-DEL_2020_002-DE

Pour 2020, l'Etat reconduit ou majore les concours fi
locales :

- augmentation de 600 millions d'euros par rapport à 2019,

- stabilité de la DGF du bloc communal et des départements,

- augmentation de 128 millions d'euros de la T.V.A. des régions,

- maintien des dotations de soutien à l'investissement local à hauteur de 2 milliards d'euros, en augmentation d'un milliard depuis 2014,

- dotations d'investissement pour les équipements scolaires pour près d'un milliard d'euros et,

- augmentation du F.C.T.V.A. de 351 millions d'euros, l'attribution étant évaluée à 6 milliards d'euros.

Les mesures fiscales

Le taux de revalorisation des valeurs locatives (qui constituent la base de calcul de la fiscalité directe locale) sera de **0,9 %. Il s'applique bien évidemment à DINARD**

« Dès 2020, 80 % des Français cesseront définitivement de payer la taxe d'habitation sur leur résidence principale. En 2022, celle-ci sera payée, pour la dernière fois, par les foyers restants ».

L'impact de la réforme fiscale est le suivant :

- Suppression de la Taxe d'Habitation sur les résidences principales
- Remplacement par le Foncier Bâti départemental pour les communes
- Remplacement par une fraction de la TVA des EPCI
- Neutralisation pour les contribuables des différences d'abattements et d'exonérations entre les bases communales et les bases départementales
- Neutralisation pour les communes du différentiel entre la TH perdue et le montant du FB transféré par le moyen d'un coefficient correcteur

Envoyé en préfecture le 23/01/2020
Reçu en préfecture le 23/01/2020
Affiché le
ID : 035-213500937-20200120-DEL_2020_002-DE

2- LES RÉALISATIONS BUDGÉTAIRES 2018 ET 2019 (fin décembre) DU BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE SERVANT À DEFINIR LES ORIENTATIONS 2020

Les orientations budgétaires pour 2020 sont arrêtées notamment à partir :

- des réalisations de l'exercice 2019 à fin décembre, la clôture des comptes intervenant le 31 janvier 2020 et le pointage du compte de gestion du Trésorier étant nécessaire pour arrêter le résultat de l'exercice 2019),

- des éléments de cadrage du budget de l'Etat (par exemple le taux prévisionnel d'inflation fixé à 1,2 % servant à estimer les charges de fonctionnement à caractère général, chapitre 011),
- de l'état de la dette (annuité),
- de calculs des services (masse salariale, chapitre 012).

Les tableaux suivants présentés, par section, en recettes et en dépenses reprennent ces éléments, avec pour mémoire, les réalisations des exercices 2018 et 2019.

La date de clôture de l'exercice intervenant le 31 décembre pour la section d'investissement et, le 31 janvier, pour la section de fonctionnement, le résultat de l'exercice 2019 reporté correspond au résultat provisoire estimé au 31 décembre à partir des réalisations et des sommes encaissées à titrer.

Pour mémoire, depuis 2017, les résultats du budget principal intégrant les restes à réaliser, constatés aux comptes administratifs, se sont nettement améliorés pour devenir excédentaires en 2018 et en 2019 :

2015 : déficit de - 2 683 869,76 €
2016 : déficit de - 1 979 356,84 €
2017 : déficit de - 772 455,97 €
2018 : excédent + 4 225 286,93 € (avec une recette nette de 4 038 828,21 € provenant de la cession du terrain de la gare)

2019 : excédent + 3 243 616,42 € (résultat provisoire au 31/12/2019)

avec en cessions immobilières des recettes non comparables de 1 005 316 € pour l'immeuble 15 rue des écoles (705 650 €) et le terrain LEGAC (63 000 €) et la vente de la maison du Mans (236 666 €)

Envoyé en préfecture le 23/01/2020
Reçu en préfecture le 23/01/2020
Affiché le
ID : 035-213500937-20200120-DEL_2020_002-DE

Le résultat, par section, ajoute à l'analyse :

Montants arrondis à l'euro supérieur

Commune de DINARD	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	2019 Résultat provisoire au 31/12/2019
Résultat fonctionnement	1 169 239 €	2 323 131 €	2 805 999 €	3 741 694 €	3 296 905 €
Résultat investissement	- 3 853 108 €	- 4 303 043 €	- 3 578 456 €	483 592 €	- 53 289 €
Résultat global	**- 2 683 870 €**	**- 1 979 912 €**	**- 772 456 €**	**4 225 286 €**	**3 243 616 €**

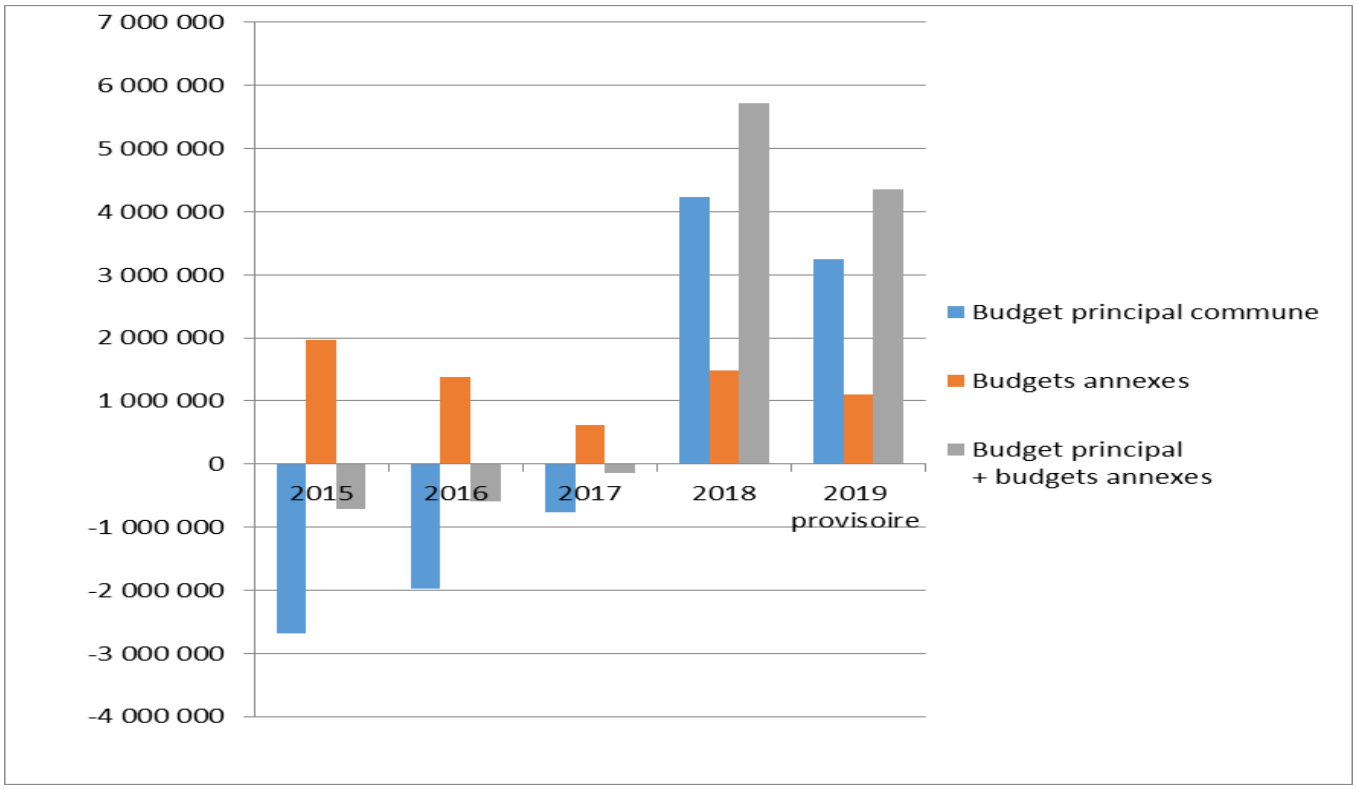
Une analyse consolidée, intégrant les budgets annexes et le budget autonome du camping, est également utile pour connaître l'évolution du résultat réel de la commune de DINARD, sur les derniers exercices budgétaires clos :

	2015	**2016**	**2017**	**2018**	**2019 Provisoire au 31/12/2019**
Budget principal commune	**- 2 683 870 €**	**- 1 979 912 €**	**- 772 456 €**	**4 225 286 €**	**3 243 616 €**
Budgets annexes	**1 970 817 €**	**1 383 044 €**	**621 882 €**	**1 483 227 €**	**1 102 449 €**
Eau	2 264 559 **€**	1 808 536 **€**	1 671 340 **€**	1 392 899 **€**	1 273 182 **€**
Assainissement	- 231 325 **€**	- 462 338 **€**	- 1 057 555 **€**	- 7 100 **€**	+ 24 614 **€**
Port	- 9 062 **€**	79 847 **€**	57 545 **€**	96 694 **€**	- 197 686 **€**
FFB	- 53 356 **€**	- 43 000 **€**	- 49 448 **€**	734 **€**	2 339 **€**
Budget principal + budgets annexes	**- 713 053 €**	**- 596 868 €**	**- 150 574 €**	**5 708 514 €**	**4 346 065 €**
Budget autonome dissous en 2018					
Camping	569 570 **€**	777 041 **€**	852 601 **€**	1 087 719 **€**	

Budget principal + budgets annexes + budget autonome du camping	**- 143 483 €**	**180 173 €**	**702 027 €**	**6 796 233 €**	**4 346 065 €**

Envoyé en préfecture le 23/01/2020
Reçu en préfecture le 23/01/2020
Affiché le
ID : 035-213500937-20200120-DEL_2020_002-DE

Evolution des résultats intégrant les restes à réaliser Commune de DINARD et budgets annexes)



Pour la 2ème année consécutive, le rétablissement des comptes, les efforts de gestion permettent l'obtention d'un excédent sur l'ensemble des budgets.

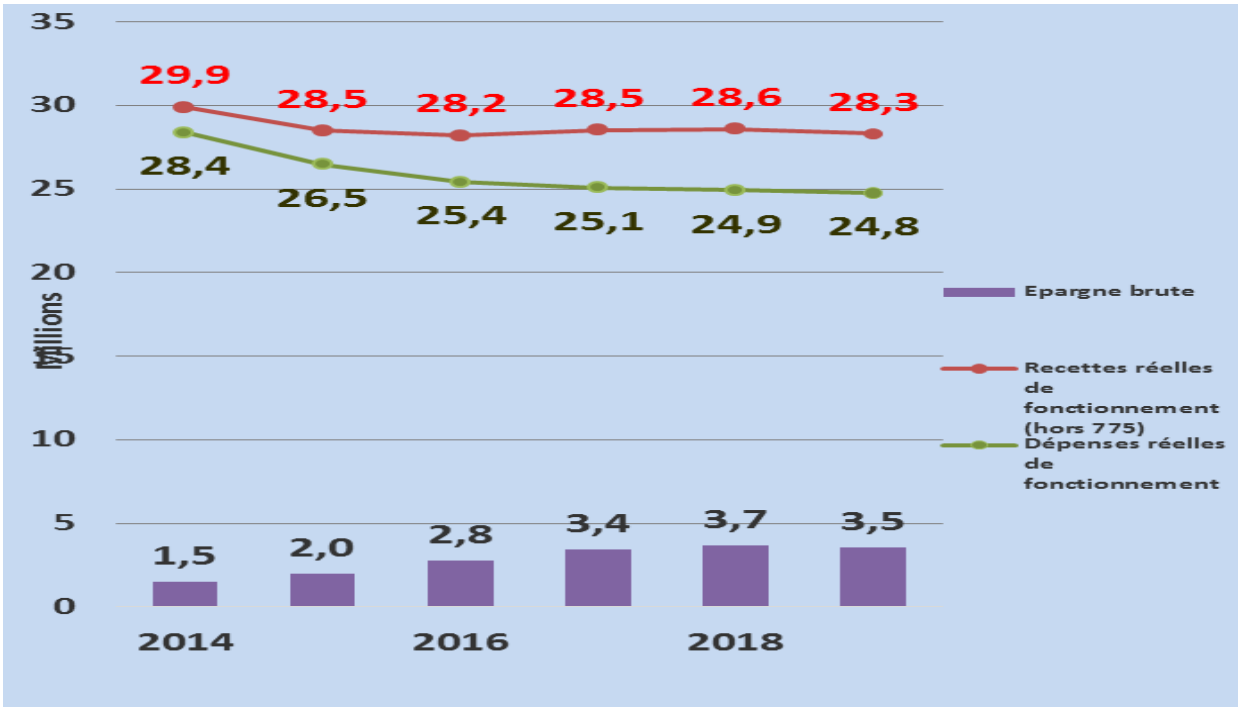
Envoyé en préfecture le 23/01/2020
Reçu en préfecture le 23/01/2020
Affiché le
ID : 035-213500937-20200120-DEL_2020_002-DE

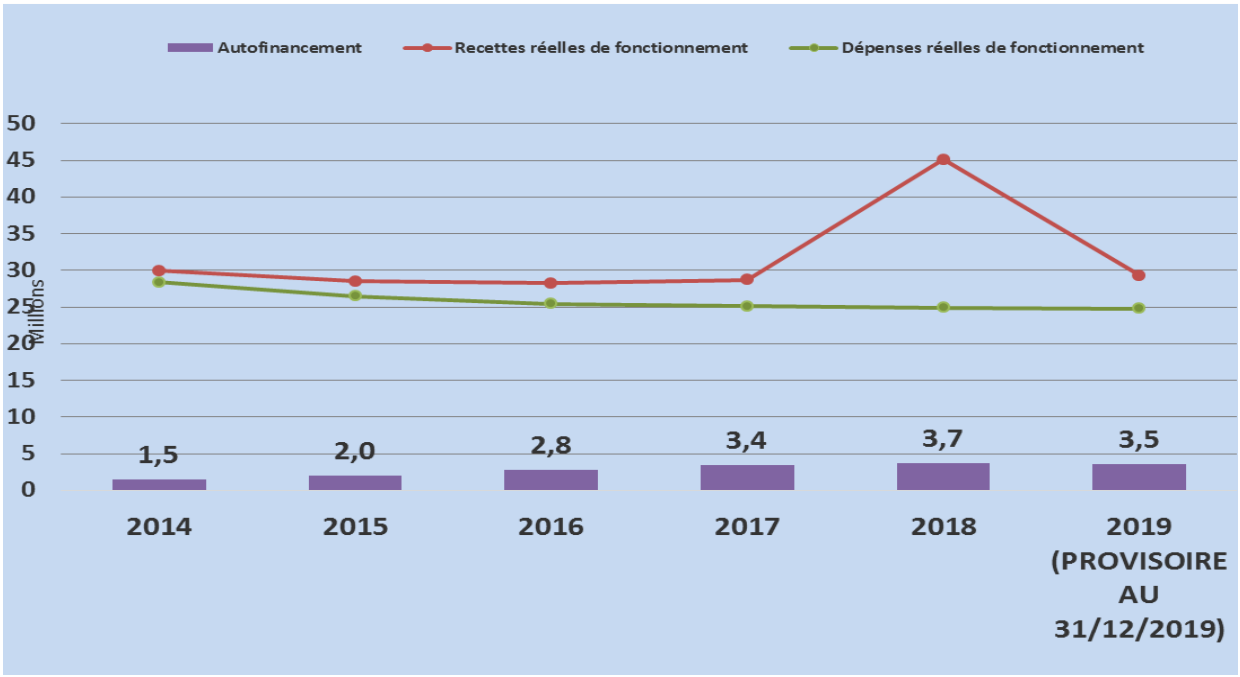
L'analyse financière rétrospective depuis 2014 des réal… principal, par section, en distinguant les opérations réelles (avec flux financiers) des opérations d'ordre, est la suivante

Budget principal de la Commune de DINARD	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (provisoire au 31/12/2019)	Evol 2019/2018
Recettes réelles de fonctionnement	**29 916 750**	**28 492 943**	**28 231 888**	**28 730 344**	**45 083 376**	**29 315 716**	**- 34,97 %**
Recettes réelles de fonctionnement (hors 775)	**29 906 516**	**28 490 462**	**28 213 968**	**28 522 734**	**28 606 596**	**28 308 149**	**- 1,04 %**
fiscalité	22 735 370	21 239 785	21 727 425	21 784 886	20 740 446	21 081 658	**1,65 %**
- fiscalité directe	*11 797 278*	*12 072 859*	*12 071 359*	*12 169 320*	*12 720 000*	*12 787 434*	**0,53 %**
- fiscalité transférée	*5 494 813*	*5 481 128*	*5 477 654*	*5 408 588*	*4 966 229*	*4 966 229*	**0,00 %**
- fiscalité indirecte	*5 443 279*	*3 685 799*	*4 178 412*	*4 206 978*	*3 387 600*	*3 327 995*	**-1,76 %**
dotations et participations	4 904 638	4 400 963	3 722 550	3 934 172	3 801 310	3 649 531	**-3,99 %**
dont DGF	*4 266 916*	*3 744 399*	*3 122 545*	*2 839 762*	*2 847 968*	*2 840 442*	**-0,26 %**
produits des services, du domaine et ventes diverses	1 346 739	1 576 380	1 777 178	1 761 446	2 571 107	2 488 794	**-3,20 %**
autres recettes (013 + 75+76+77)	930 003	1 275 815	1 004 735	1 249 840	17 970 513	2 095 733	**-88,34 %**
dont produits des cessions d'immobilisations	*10 234*	*2 480*	*17 920*	*207 610*	*16 476 780*	*1 007 568*	**-93,88 %**
Dépenses réelles de fonctionnement	**28 397 949**	**26 494 247**	**25 436 030**	**25 100 633**	**24 929 195**	**24 763 825**	**-0,66 %**
charges à caractère général	6 019 371	5 442 254	5 107 292	4 929 210	4 816 407	5 528 195	**14,78 %**
charges de personnel	14 033 273	14 309 910	14 571 661	15 113 724	14 410 189	14 538 307	**0,89 %**
atténuations de produits	2 480 228	2 539 088	2 608 246	2 463 739	2 524 149	2 336 456	**-7,44 %**
charges de gestion courante	4 993 126	3 391 605	2 437 711	1 894 714	1 677 955	1 754 646	**4,57 %**
charges financières	730 360	732 077	689 175	661 404	621 659	568 434	**-8,56 %**
autres charges	141 592	79 313	21 945	37 842	878 835	37 787	**-95,70 %**
Recettes réelles d'investissement (hors OCLT)	**7 079 160**	**3 544 505**	**2 271 760**	**2 424 220**	**1 195 022**	**2 931 255**	**145,29 %**
FCTVA	1 756 430	678 461	458 522	421 150	533 605	548 691	**2,83 %**
taxes d'urbanisme	241 043	284 519	161 951	135 478	135 442	273 178	**101,69 %**
subventions d'équipement	393 183	232 188	150 884	367 592	418 234	1 176 404	**181,28 %**
autres recettes d'investissement	188 504	349 337	403	0	107 741	932 982	
emprunts (hors OCLT)	4 500 000	2 000 000	1 500 000	1 500 000	0	0	**-100,00 %**
OCLT							
Dépenses réelles d'investissement	**6 119 871**	**4 576 856**	**4 101 343**	**4 820 315**	**15 955 026**	**7 270 000**	**-54,43 %**
Immobilisations incorporelles	205 736	126 065	219 079	141 467	99 622	205 114	105,89 %
Immobilisations corporelles	1 701 788	916 841	615 553	1 262 386	2 121 948	2 226 891	4,95 %
Immobilisations en cours	2 409 900	1 759 744	1 308 119	1 902 985	892 330	2 912 780	226,42 %
Total opération d'équipement					378 214		-100,00 %
autres dépenses d'investissement	353 967	250 598	515 797	22 774	10 822 179	311 992	-97,12 %
capital de la dette (hors OCLT)	1 375 181	1 447 007	1 262 695	1 307 002	1 438 690	1 421 623	-1,19 %
OCLT	73 300	76 600	180 100	183 700	202 044	191 600	-5,17 %
Epargne brute	1 508 567	1 996 216	2 777 939	3 422 100	3 677 402	**3 544 324**	-3,62 %
Epargne nette	60 086	472 608	1 335 143	1 931 398	2 036 668	**1 931 101**	-5,18 %
Fonds de roulement au 31 décembre	- 2 262 329	- 1 285 984	- 319 708	914 463	6 588 000	9 486 704	44,00 %
Stock de dette emprunts au 31 décembre	21 658 621	22 135 014	22 370 999	22 380 297	20 754 006	19 147 171	- 7,74 %
Taux d'épargne brute	5,04 %	7,01 %	9,85 %	12,00 %	12,86 %	12,52 %	
Taux d'évolution des recettes de fonctionnement (hors cessions)	-2,50 %	-4,73 %	-0,97 %	1,09 %	0,29 %	-1,04 %	
Taux d'évolution des dépenses de fonctionnement	3,38 %	-6,70 %	-3,99 %	-1,32 %	-0,68 %	-0,66 %	

Envoyé en préfecture le 23/01/2020
Reçu en préfecture le 23/01/2020
Affiché le
ID : 035-213500937-20200120-DEL_2020_002-DE

Les ratios d'analyse financière reportés font apparaître en 2[illegible] de deux millions d'euros, après remboursement de la dette. En conservant des marges de manœuvre, la Commune de DINARD, pour la deuxième année consécutive, n'a pas eu **besoin de recourir à l'emprunt**. Toutes les dépenses d'investissement sont autofinancées grâce aux efforts de gestion de la collectivité.
Enfin **le graphique ci-dessous montre que nous atteignons pour la seconde année une épargne brute de 3.5 millions d'€ signe des efforts de gestion.**

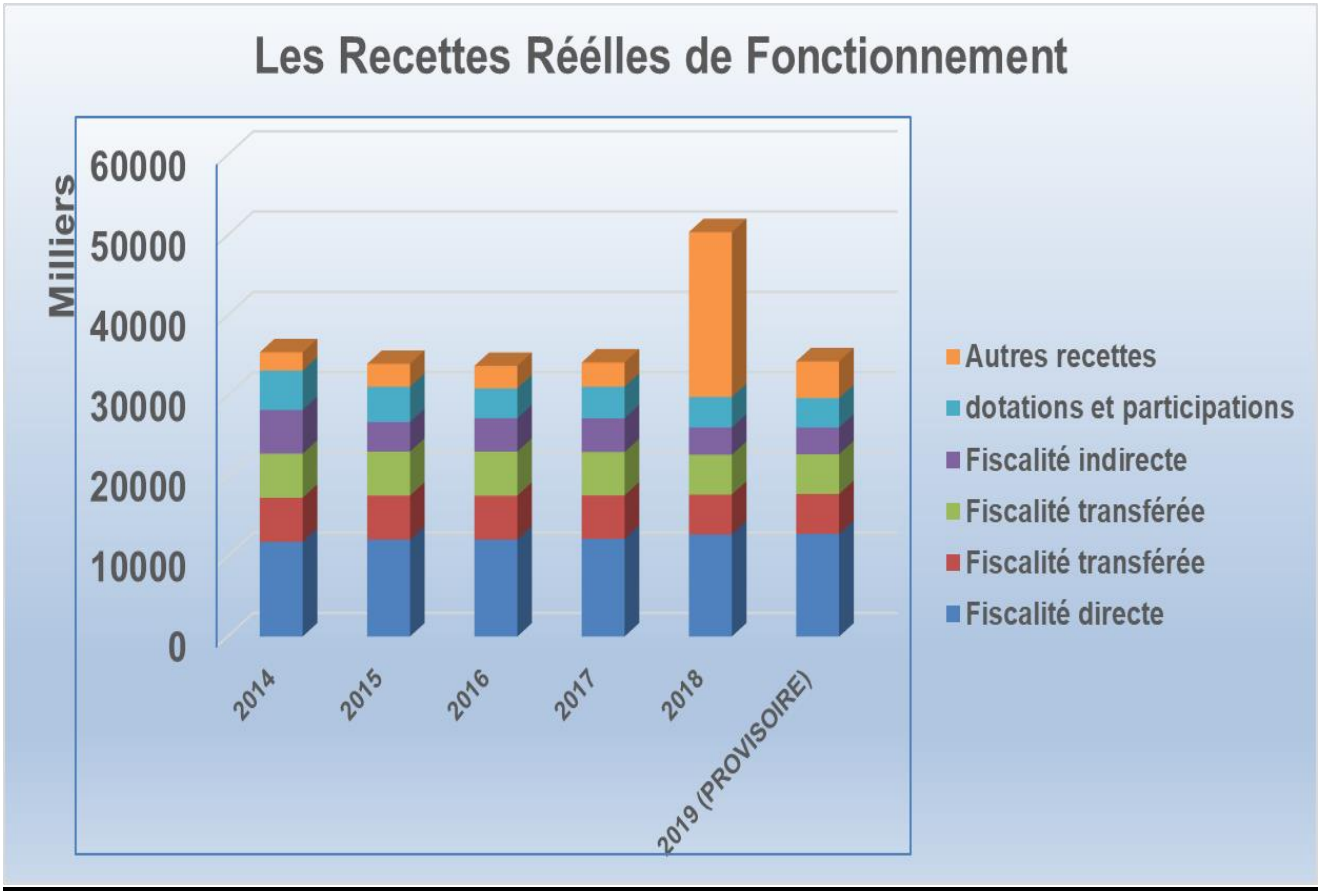




Envoyé en préfecture le 23/01/2020
Reçu en préfecture le 23/01/2020
Affiché le
ID : 035-213500937-20200120-DEL_2020_002-DE

2.1 / SECTION DE FONCTIONNEMENT

2.1-1 / **Recettes de fonctionnement**



Les recettes réelles 2018 et 2019 ne sont pas totalement comparables du fait de la diminution des cessions comptabilisées au chapitre 77. Il en résulte une évolution contrastée.

En 2018, la cession la plus importante provenait de la vente du terrain de la gare (recette nette de 4 038 828,21 € dont 14 856 401,21 € comptabilisés au chapitre 77).

En 2019, les cessions immobilières imputées au compte 775 sont les suivantes :

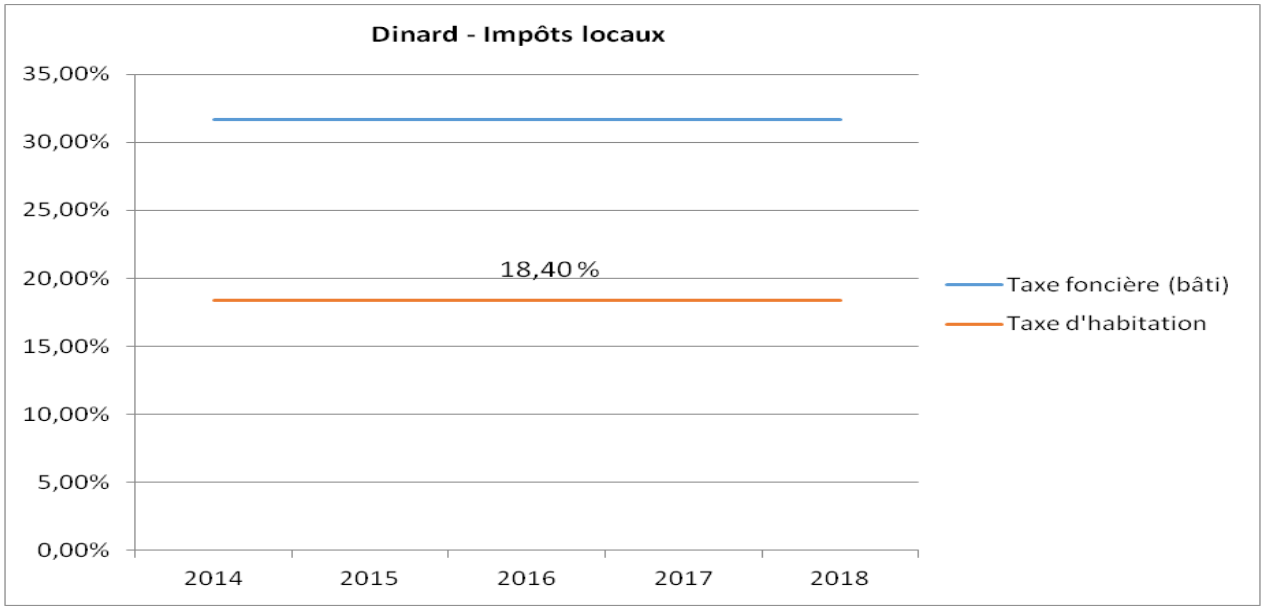
Terrain rue LE GAC :	63 000,00 €
Immeuble 15 rue des écoles :	705 650,00 €
Maison du Mans (legs LESAGE) :	236 666,67 €

Envoyé en préfecture le 23/01/2020
Reçu en préfecture le 23/01/2020
Affiché le
ID : 035-213500937-20200120-DEL_2020_002-DE

La fiscalité (chapitre 73) constitue la principale source de financement, soit 72 % des recettes réelles 2019 ou 21 081 658 €.

La commune de DINARD n'a pas augmenté ses taux de fiscalité depuis 2013 :

Taxe d'habitation	18,40 %
Foncier bâti	31,64 %
Foncier non bâti	58,92 %



Pour 2020, les taux 2019 seront reconduits, en sachant que la revalorisation des bases a été fixée à 0,9 % par le législateur, au projet de loi de finances.

Evolution des taux de fiscalité directe

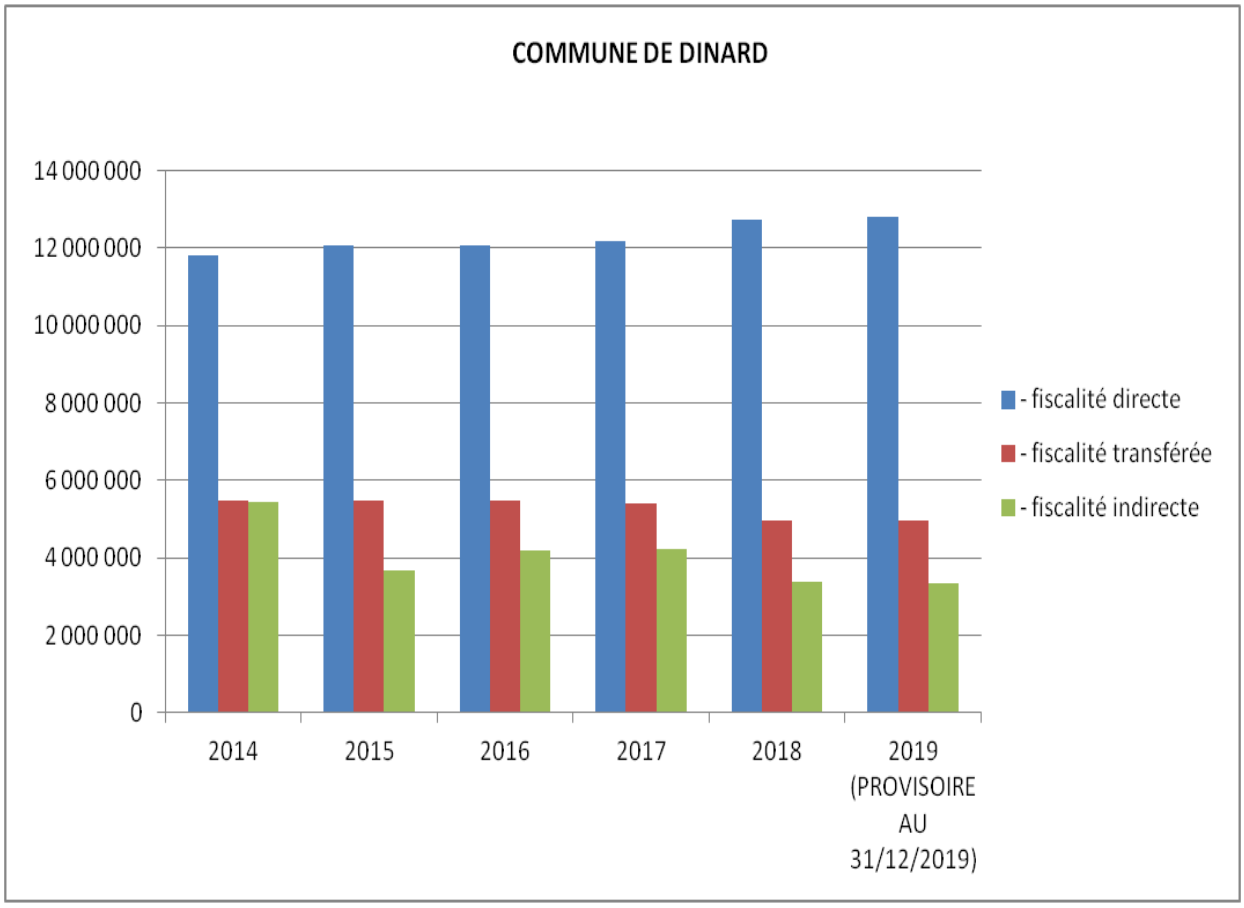
Il convient de préciser que les taux de fiscalité 2019 Commune et Communauté de Communes de la Côte d'Emeraude (CCCE) se décomposent de la façon suivante :

	Dinard	C.C.C.E.	Dinard + C.C.C.E.
Taxe d'habitation	18,40 %	11,18 %	29,58 %
Foncier non bâti	58,92 %	2,38 %	61,30 %

Les recettes fiscales directes provenant des taxes directes ont augmenté de 0,53 % en 2019, se chiffrant à 12 787 434 €, le tableau suivant indique, en outre, les variations pour la fiscalité transférée à la Communauté de communes et la fiscalité indirecte (taxes funéraires, taxe sur la consommation finale d'électricité, droits de mutation et produits des jeux).

Envoyé en préfecture le 23/01/2020
Reçu en préfecture le 23/01/2020
Affiché le
ID : 035-213500937-20200120-DEL_2020_002-DE

Budget principal de la Commune de DINARD	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (PROVISOIRE AU 31/12/2019)	Evol 2019/2018
Chapitre 73 – Impôts et taxes	22 735 370	21 239 785	21 727 425	21 784 886	20 740 446	21 081 658	**1,65%**
- fiscalité directe	*11 797 278*	*12 072 859*	*12 071 359*	*12 169 320*	*12 720 000*	*12 787 434*	**0,53%**
- fiscalité transférée	*5 494 813*	*5 481 128*	*5 477 654*	*5 408 588*	*4 966 229*	*4 966 229*	**0,00%**
- fiscalité indirecte	*5 443 279*	*3 685 799*	*4 178 412*	*4 206 978*	*3 387 600*	*3 327 995*	**-1,76%**



Evolution des bases et des produits de fiscalité directe

Si le produit des taxes locales directes (foncier bâti et taxe d'habitation) résulte du vote des taux par le Conseil municipal, il est nécessaire de connaître l'évolution des bases.

En l'absence d'éléments connus à la date de rédaction de ce rapport, le produit 2020 a été estimé à partir des bases définitives 2019 actualisées au taux de 0,9 % correspondant à la revalorisation des valeurs locatives prévue au projet de loi de finances (PLF) pour 2020, y compris pour la taxe d'habitation, dont la perte de recettes résultant de sa suppression sera compensée intégralement par l'Etat.

Envoyé en préfecture le 23/01/2020
Reçu en préfecture le 23/01/2020
Affiché le
ID : 035-213500937-20200120-DEL_2020_002-DE

Taxe d'habitation :

	2015	2016	2017	2018 bases prévisionnelles	2019 bases effectives	2020 bases estimées
BASES	**30 599 908 €**	**30 076 761 €**	**30 441 147 €**	**30 921 000 €**	**32 079 143 €**	**32 367 855 €**
Revalorisation forfaitaire	0,90 %	1,00 %	0,40 %	1,20 %	2,20 %	0,90 %
Variation physique des bases	3,34 %	- 2,71 %	0,81 %	0,38 %	1,55 %	
Variation des bases (en %)	**4,24 %**	**- 1,71 %**	**1,21 %**	**1,58 %**	**3,75 %**	**0,90 %**
Taux TH	**18,40 %**	**18,40 %**	**18,40 %**	**18,40 %**	**18,40 %**	**18,40 %**
Variation du taux	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %
PRODUIT	**5 630 383 €**	**5 534 124 €**	**5 601 171 €**	**5 689 464 €**	**5 902 562 €**	**5 955 685 €**
Variation du produit (en %)	4,24 %	- 1,71 %	1,21 %	1,58 %	3,75 %	0,90 %
Variation du produit	22 8 972	- 96 259 €	67 047 €	88 293 €	213 098 €	53 123 €

Comme mentionnés dans les enjeux macroéconomiques du présent rapport, le projet de loi de finances pour 2020 prévoit une compensation intégrale de la perte de recettes liée à la suppression de la taxe d'habitation. Les communes percevront la part départementale de la taxe foncière. Et, les intercommunalités et les départements bénéficieront d'une part de la TVA.

Pour Dinard, nous venons de recevoir le document ci-dessous des services de l'Etat montrant que **la compensation au titre de la TH sera intégralement compensée à hauteur de 9 996 109 €.**

Données en euros issues d'une simulation en situation 2018

Commune de DINARD (35)

	Avant la réforme			Après la réforme			
	Ressource de taxe d'habitation sur les résidences principales [1]	Produit de foncier bâti communal	Ressource de taxe d'habitation et produit de foncier bâti communal	Produit de foncier bâti départemental transféré à la commune	Produit de foncier bâti (anciennes parts communale et départementale) après transfert	Coefficient correcteur	Produit du foncier bâti après application du coefficient
	(1)	(2)	(1+2)	(3)	(2+3)	(1+2)/(2+3)	(4)
DINARD	3 405 301	6 590 808	9 996 109	4 162 608	10 753 416	0,9295752159	9 996 109

Envoyé en préfecture le 23/01/2020
Reçu en préfecture le 23/01/2020
Affiché le
ID : 035-213500937-20200120-DEL_2020_002-DE

Taxe foncière sur les propriétés bâties :

	2015	2016	2017	2018 bases prévisionnelles	2019 bases effectives	2020 bases estimées
BASES	**20 139 237 €**	**20 501 843 €**	**20 552 152 €**	**20 815 000 €**	**21 475 420 €**	**21 668 699 €**
Revalorisation forfaitaire	0,90 %	1,00 %	0,40 %	1,20 %	2,20 %	0,90 %
Variation physique des bases	0,91 %	0,80 %	-0,15 %	0,08 %		
Variation des bases (en %)	**1,81 %**	**1,80 %**	**0,25 %**	**1,28 %**	**3,17 %**	0,90 %
Taux TH	**31,64 %**	**31,64 %**	**31,64 %**	**31,64 %**	**31,64 %**	31,64 %
Variation du taux	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	
PRODUIT	**6 372 055 €**	**6 486 783 €**	**6 502 701 €**	**6 585 866 €**	**6 794 823 €**	**6 855 976 €**
Variation du produit (en %)	1,81 %	1,80 %	0,25 %	1,28 %	3,17 %	0,90 %
Variation du produit	113 521 €	114 729 €	15 918 €	83 165 €	208 957 €	61 153 €

	2015	2016	2017	2018 bases prévisionnelles	2019 bases effectives	2020 bases estimées
BASES	**20 139 237 €**	**20 501 843 €**	**20 552 152 €**	**20 815 000 €**	**21 475 420 €**	**21 668 699 €**
Revalorisation forfaitaire	0,90 %	1,00 %	0,40 %	1,20 %	2,20 %	0,90 %
Variation physique des bases	0,91 %	0,80 %	-0,15 %	0,08 %		
Variation des bases (en %)	**1,81 %**	**1,80 %**	**0,25 %**	**1,28 %**	**3,17 %**	0,90 %
Taux TH	**31,64 %**	**31,64 %**	**31,64 %**	**31,64 %**	**31,64 %**	31,64 %
Variation du taux	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	
PRODUIT	**6 372 055 €**	**6 486 783 €**	**6 502 701 €**	**6 585 866 €**	**6 794 823 €**	**6 855 976 €**
Variation du produit (en %)	1,81 %	1,80 %	0,25 %	1,28 %	3,17%	0,90 %
Variation du produit	113 521 €	114 729 €	15 918 €	83 165 €	208 957 €	61 153 €

Taxe foncière sur les propriétés non bâties :

DOB 2020 non BATI	2015	2016	2017	2018 bases prévisionnelles	2019 bases effectives	2020 bases estimées
BASES	**77 395 €**	**75 399 €**	**98 807 €**	**96 200 €**	**99 161 €**	**100 053 €**
Variation des bases (en %)	**- 33,98 %**	**- 2,58 %**	**31,05 %**	- **2,64 %**	**3,08 %**	**0,90 %**
Taux Foncier non bâti	**58,92 %**	**58,92 %**	**58,92 %**	**58,92 %**	**58,92 %**	**58,92 %**
Variation du taux	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %
PRODUIT	**45 601 €**	**44 425 €**	**58 217 €**	**56 681 €**	**58 426 €**	**58 951 €**
Variation du produit (en %)	- 33,98 %	- 2,58 %	31,05 %	- 2,64 %	3,08 %	0,90 %
Variation du produit	- 23 473 €	- 1 176 €	13 792 €	- 1 536 €	1 745 €	525 €

Envoyé en préfecture le 23/01/2020
Reçu en préfecture le 23/01/2020
Affiché le
ID : 035-213500937-20200120-DEL_2020_002-DE

<u>En synthèse</u> :

	Bases estimées	Taux	Produit attendu
Taxe d'habitation	32 367 855 €	18,40 %	5 955 685 €
Taxe foncière sur les propriétés bâties	21 668 699 €	31,64 %	6 855 976 €
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	100 053 €	58,92 %	58 951 €
		TOTAL	**12 870 612 €**

Au projet de budget primitif 2019, la prévision au compte 73 111 « Taxes foncières et d'habitation », calculée à partir des bases prévisionnelles, était de 12 719 562 €. La prévision 2020 serait donc majorée de 151 050 €, sous réserve de la notification des bases d'imposition intervenant courant mars (le 11 mars 2019 pour le budget primitif 2019).

En recettes de fonctionnement, les orientations principales sont :

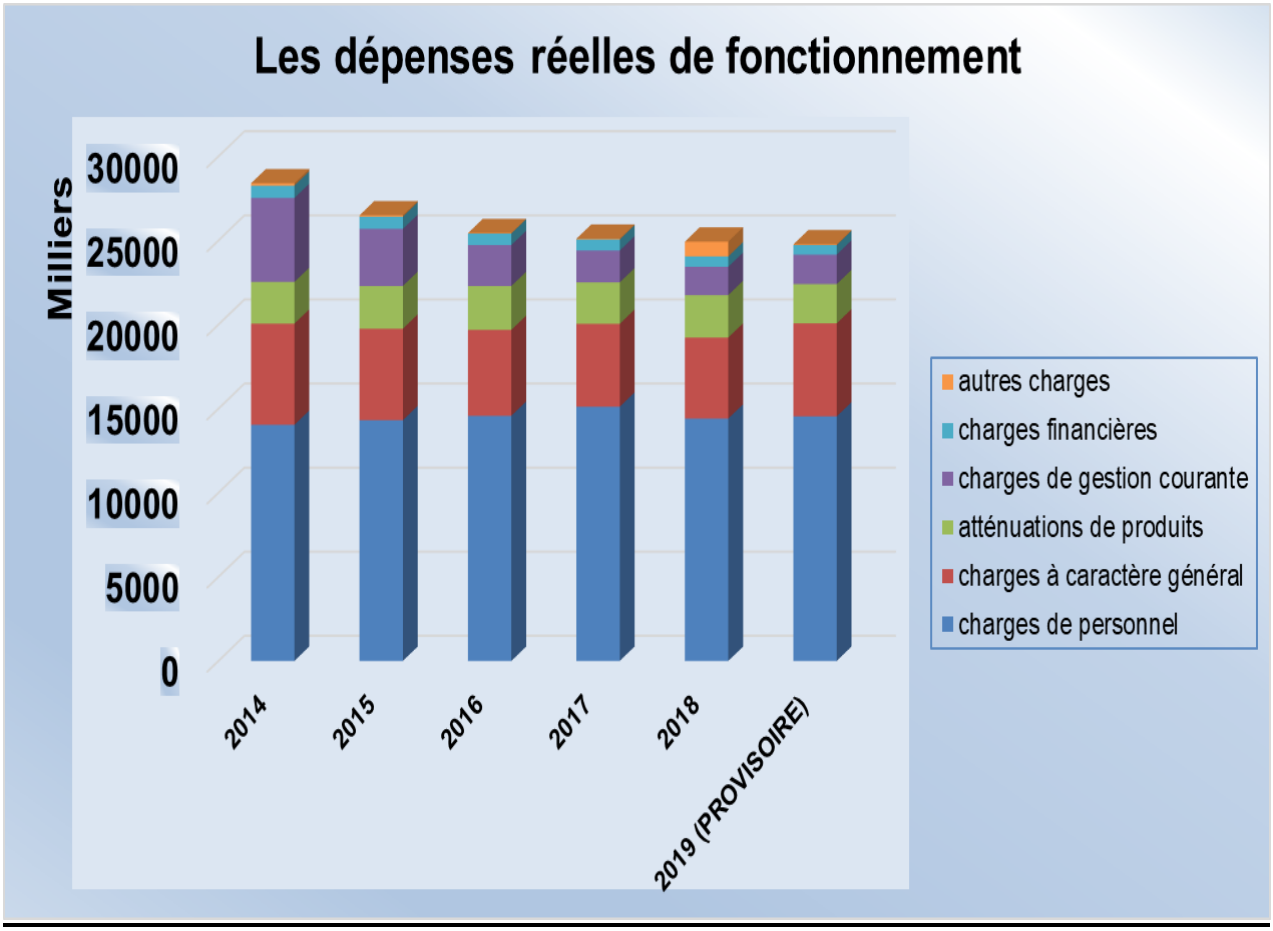
- le maintien des taux de fiscalité,

- la reconduction, conformément au projet de loi de finances 2020, de la dotation globale de fonctionnement notifiée en 2019, pour 2 840 442 € (chapitre 74, comptes 7411 Dotation forfaitaire pour 2 588 483 € et compte 74127 Dotation nationale de péréquation pour 251 959 €),

- la revalorisation des recettes tarifaires (chapitre 70 « Produits des services » budgété pour 2 500 500 € au projet de budget primitif 2019) de 1,2 %, correspondant au taux prévisionnel d'inflation prévu au PLF 2020, soit une majoration de recettes de 30 006 €, avec une estimation sincère des recettes.

Envoyé en préfecture le 23/01/2020
Reçu en préfecture le 23/01/2020
Affiché le
ID : 035-213500937-20200120-DEL_2020_002-DE

2.1.2 / Les dépenses de fonctionnement



Les dépenses réelles de fonctionnement baissent à nouveau cette année puisqu'elles passent de 24 929 195 € en 2018 à 24 763 825 € en 2019, avec un taux négatif de -0,66 % en 2019 (ou – 165 370 €).

La plus forte diminution est enregistrée au chapitre 77 « Charges exceptionnelles » (autres charges sur le graphique) avec un taux de – 95,70 %, les frais de succession du legs LESAGE étant comptabilisés pour 865 450 € en 2018.

Pour les deux principaux chapitres 011 et 012, les efforts de gestion paient notamment dans la gestion de la masse salariale. En effet, le budget est constitué en 2018, à 58,71 % de charges de personnel **(chapitre 012).**

En 2019, les charges de personnel augmentent de 0,89 % (ou + 128 118 €). Cette évolution traduit concrètement la maitrise de la masse salariale qui évolue en moyenne de +1.2 % dans les collectivités.

La rétrospective sur les six dernières années enrichit l'analyse, en sachant que les

La clôture de l'exercice, en section de fonctionnement, étant fixée au 31 janvier, par la réglementation, les montants reportés en réalisé pour 2019 correspondent aux mandats émis et dépenses engagées au 31 décembre 2019.

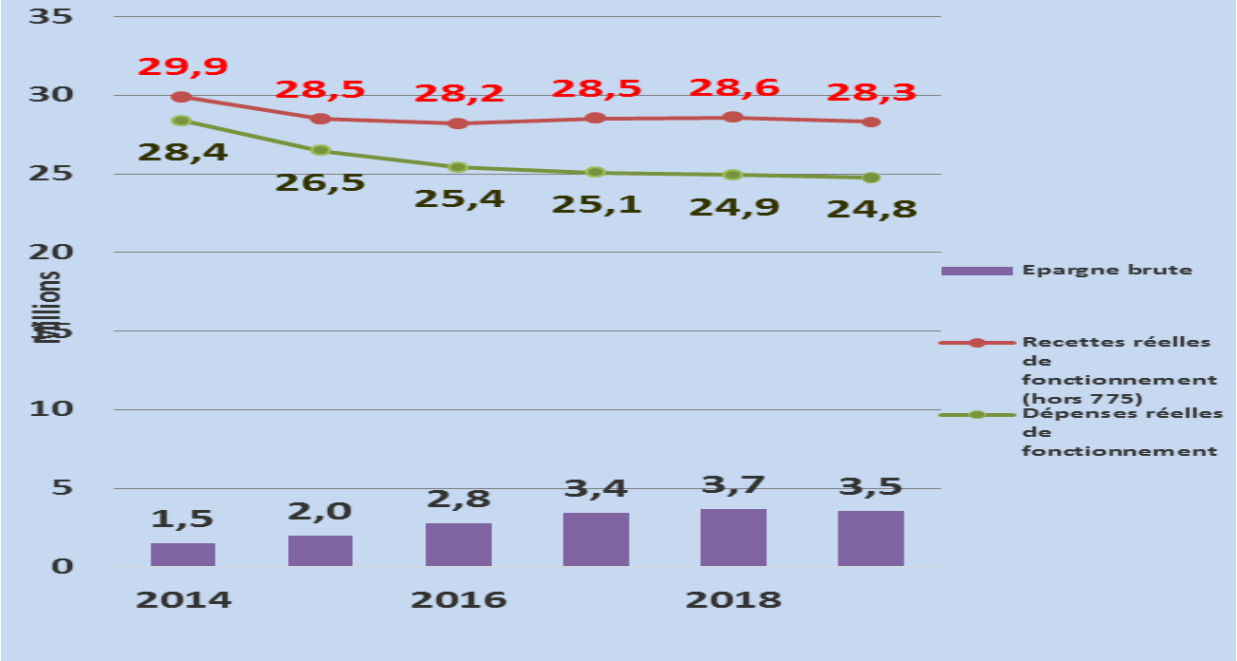
Envoyé en préfecture le 23/01/2020
Reçu en préfecture le 23/01/2020
Affiché le
ID : 035-213500937-20200120-DEL_2020_002-DE

Les orientations 2020 privilégient la maîtrise des déper
avec une reconduction des crédits 2019 pour les chapitres 011 et 012.

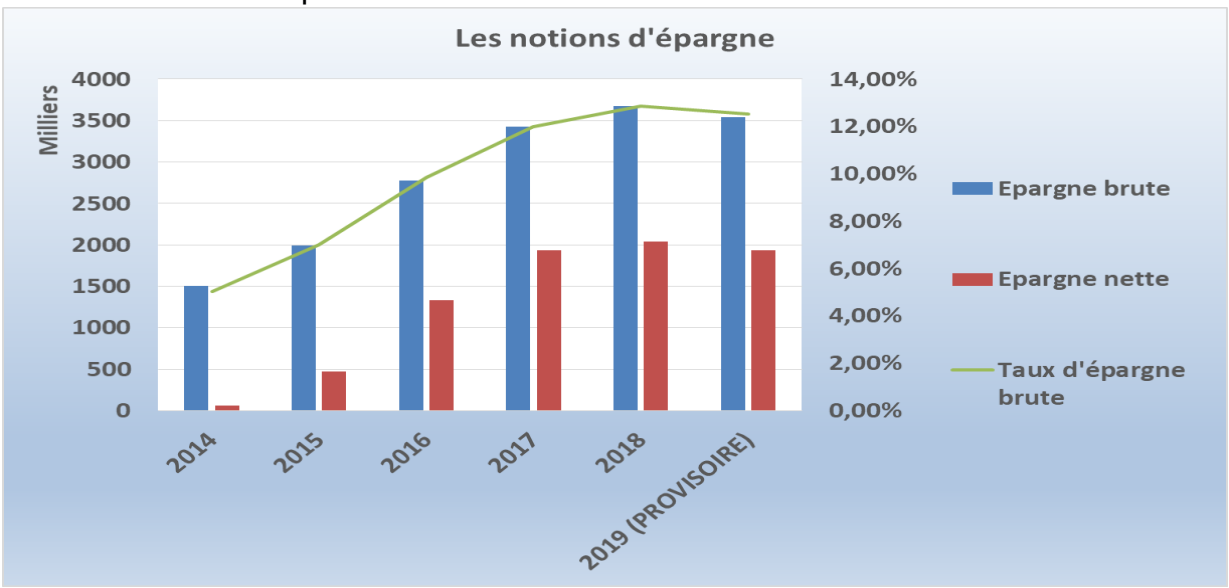
Concernant le chapitre 011, nous poursuivrons les efforts de gestion l'optimisation et la rationalisation des dépenses, la recherche de pistes d'économies.

Concernant le chapitre 012, nous avons une revalorisation du SMIC effective au 1er Janvier 2020 qui est de 1.2 %. Il sera veillé à une étude au cas par cas de chaque départ en retraite, à la rationalisation et la modernisation de nos services.

2.1.3 / L'autofinancement



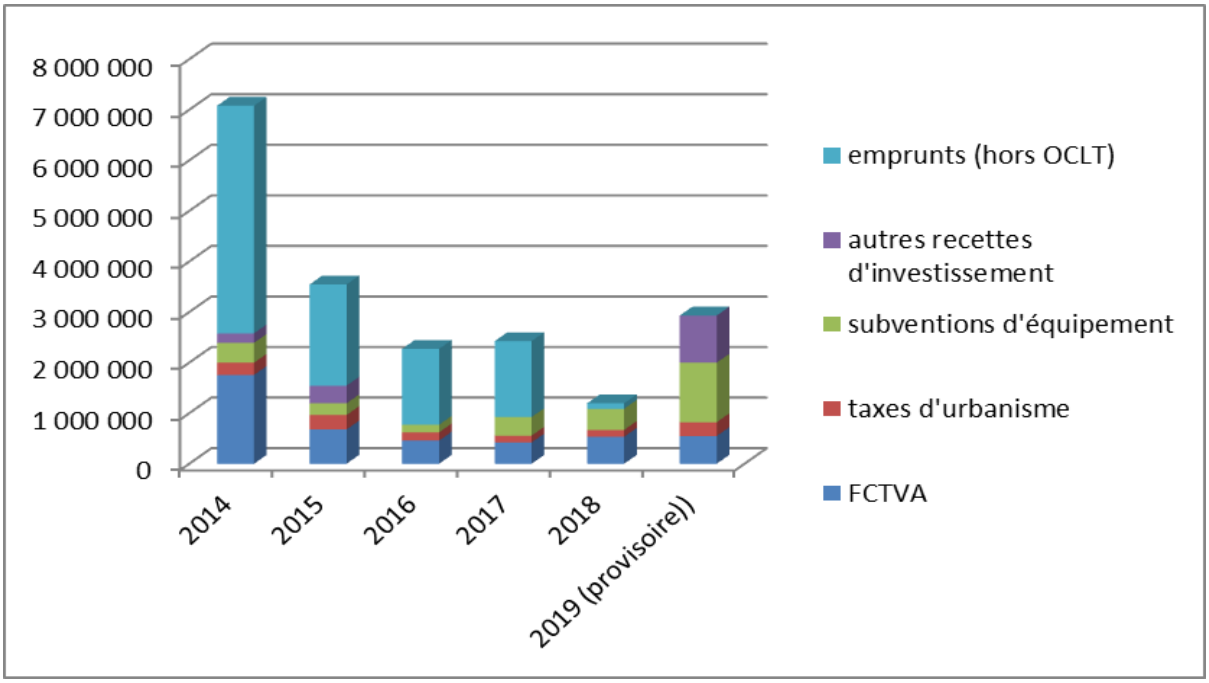
La légère baisse des dépenses et recettes réelles de fonctionnement conduit à dégager une épargne brute de 3 500 000 € qui permet d'une part le remboursement du capital de la dette à hauteur de 1 421 623 € et d'autre part de générer un autofinancement net permettant de réinvestir en section d'investissement.



Envoyé en préfecture le 23/01/2020
Reçu en préfecture le 23/01/2020
Affiché le
ID : 035-213500937-20200120-DEL_2020_002-DE

2.2 / SECTION D'INVESTISSEMENT

2.1 / Recettes d'investissement



L'optimisation des subventions d'équipement (réalisations 2019 près du triple de 2018, avec 1 176 404 €) explique principalement l'augmentation de 145 % (de l'ordre de 1 700 000 €) des recettes réelles d'investissement.

En 2018 et 2019, il convient de mentionner que la commune, n'a pas eu recours à l'emprunt. Le montant de l'autorisation d'emprunter limitée à 1 500 000 € pour ne pas endetter la commune, lors du vote du budget primitif 2019, le 1er avril 2019, a été ramené à 1 226 650 € par décisions modificatives.
Pour 2020, en fonction des résultats, il pourrait être proposé de poursuivre le désendettement de la Commune en limitant le recours à l'emprunt à 1 500 000 €, le remboursement du capital des emprunts étant de l'ordre de 1 627 000 €.

La principale source de financement, au budget primitif 2019, provient de l'excédent de fonctionnement 2019 affecté partiellement pour 2 741 694,43 € (sur 3 741 694,43 €).

Des états spécifiques à l'endettement de la commune seront examinés en point 3.

Envoyé en préfecture le 23/01/2020
Reçu en préfecture le 23/01/2020
Affiché le
ID : 035-213500937-20200120-DEL_2020_002-DE

Les réalisations 2019 provisoires, au 31 décembre, appa
suivant, avec les prévisions 2019 du budget primitif :

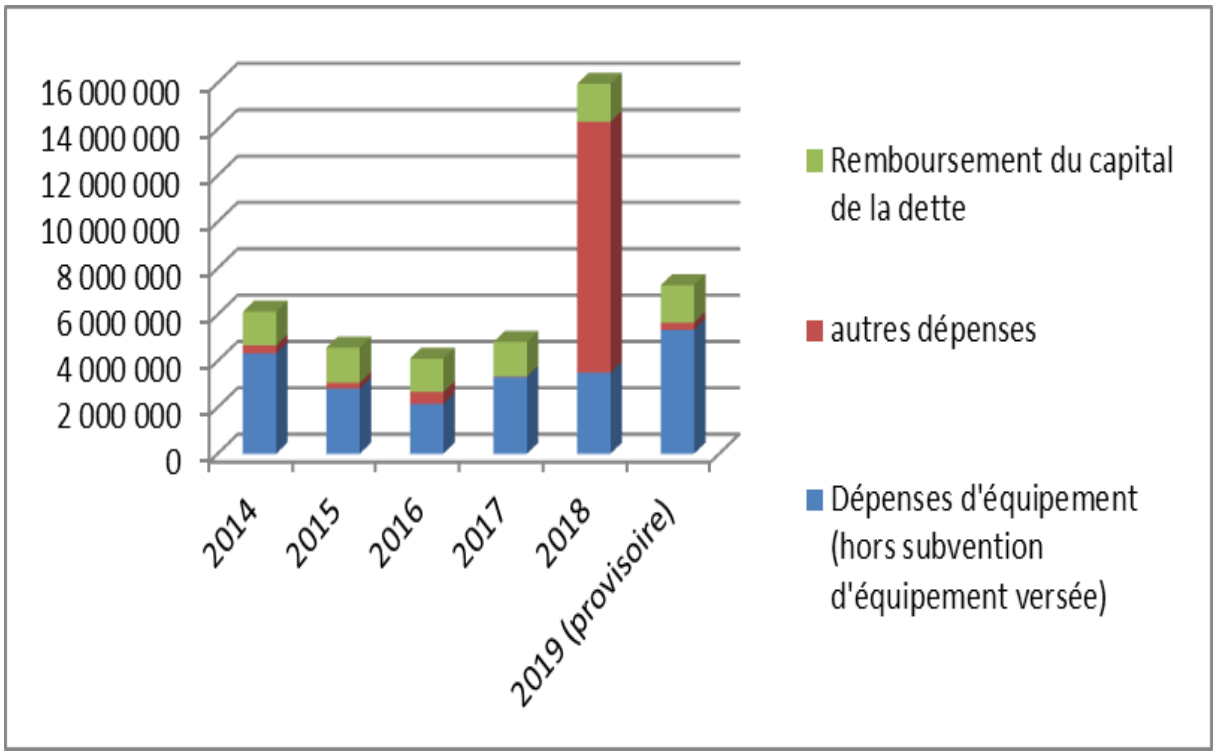
Chapitre	Libellé	Réalisations 2018 (titres émis) + Restes à réaliser	Prévu BP 2019 + RAR	Réalisé au 2/12/2019 (titres émis)
10	Dotations, fonds divers et réserves (F.C.T.V.A.)	669 047,78 €	600 000,00 €	821 870,08 €
1068	Excédent de fonctionnement N - 1 capitalisé	2 805 999,44 €	2 741 694,43 €	2 741 694,43 €
13	Subventions d'investissement	491 401,88 €	303 168,03 €	1 176 405,34 €
16	Emprunts et dettes assimilées	107 741,23 €	1 500 000,00 €	0,00 €
21	Immobilisations corporelles			403,20 €
27	Autres immobilisations financières			932 579,40 €
024	Produits des cessions d'immobilisations		342 000,00 €	
	TOTAL RECETTES REELLES	**4 074 190,33 €**	**5 486 862,46 €**	**5 672 952,45 €**
021	Virement de la section de fonctionnement		3 593 441,65 €	
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	17 745 322,49 €	1 260 930,00 €	2 486 117,11 €
041	Opérations patrimoniales	55 972,59 €	120 000,00 €	78 073,99 €
	RECETTES D'ORDRE	**17 801 295,08 €**	**4 974 371,65 €**	**2 564 191,10 €**
	TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	**21 875 485,41 €**	**10 461 234,11** €	**8 237 143,55 €**
R 001	Solde d'exécution positif reporté de N - 1 (budget Caisse des écoles)	67 365,45 €	2 637 674,02 €	2 637 674,02 €
	TOTAL GENERAL	**21 942 850,86 €**	**13 098 908,13 €**	**10 874 817,57 €**

Envoyé en préfecture le 23/01/2020
Reçu en préfecture le 23/01/2020
Affiché le
ID : 035-213500937-20200120-DEL_2020_002-DE

Au chapitre 27, est comptabilisé pour 932 579,40 € le deuxièm
du terrain de la gare (acte notarié du 26 octobre 2018), avec une créance de 10 817 673 € constatée au chapitre 27 sur l'exercice 2018 (la recette nette en 2018 se chiffrant à 4 038 828,21 €).
La recette attendue du F.C V.A. pourrait être de l'ordre de 850 000 € en 2020.

Pour les cessions, le produit à percevoir résulte de négociations; aucun chiffre ne peut être donc être communiqué.

***2*-2 / Dépenses réelles d'investissement**

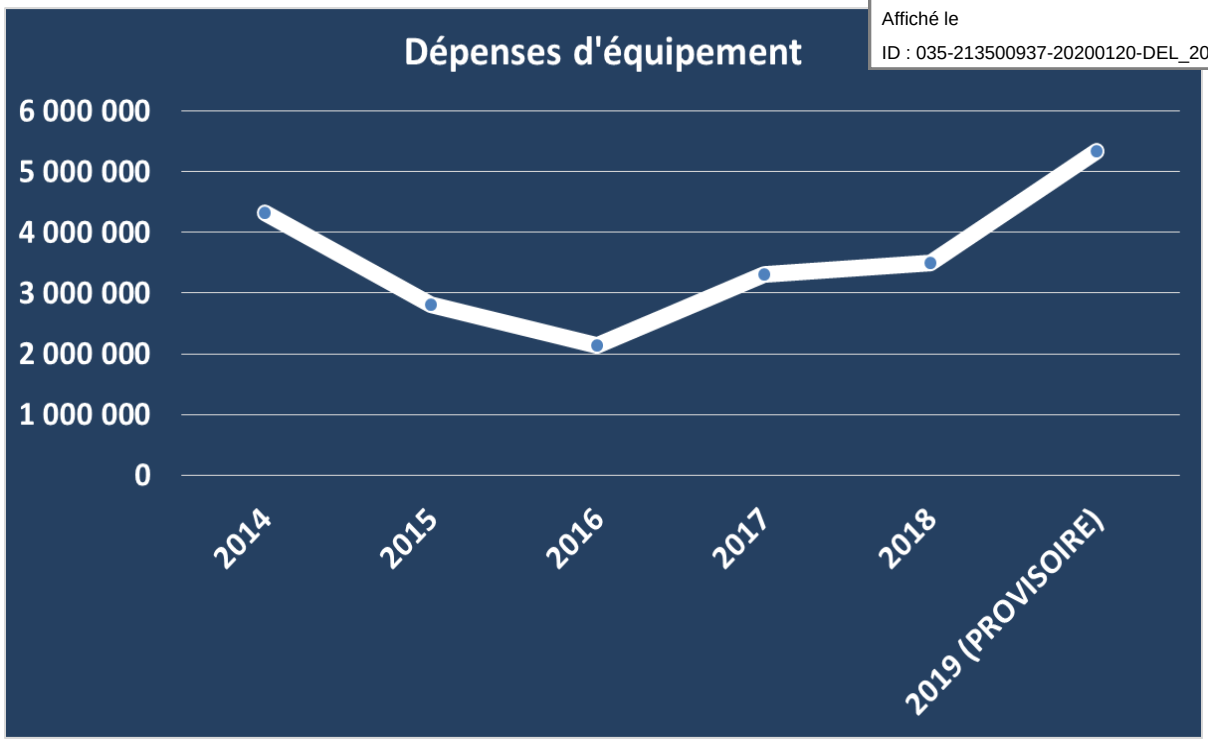


L'évolution contrastée de 2018 à 2019 des dépenses réelles d'investissement **(hors restes à réaliser)** provient de la comptabilisation au compte 2764, de la créance de 10 817 673 €, au titre de la cession du terrain de la gare (acte notarié du 26 octobre 2018), la recette nette pour 2018 se chiffrant à 4 038 828,21€. Sur l'exercice 2019, un deuxième versement de 932 579,40 € a été comptabilisé en recettes d'investissement au compte 2764.

Les taux d'évolution sont significatifs :

+ 231 % en 2018, avec 15 955 026 € en dépenses réelles d'investissement et,
- 54 % en 2019 avec 7 270 000 € en réalisations.

Envoyé en préfecture le 23/01/2020
Reçu en préfecture le 23/01/2020
Affiché le
ID : 035-213500937-20200120-DEL_2020_002-DE



Le bon niveau d'autofinancement permet à la ville d'investir en 2019 à hauteur de 5 344 785 € sur les chapitres 21 et 23 (immobilisations et travaux)

Envoyé en préfecture le 23/01/2020
Reçu en préfecture le 23/01/2020
Affiché le
ID : 035-213500937-20200120-DEL_2020_002-DE

Les réalisations 2019 provisoires, avant la clôture de [illegible] engagements à reporter sur l'exercice 2020 (restes à réaliser) :

Chapitre	Libellé	Réalisations CA 2018 + RAR	Prévu BP 2019	2019 Réalisé au 31/12/2019 (mandats émis + dépenses engagées)
20, 204, 21 et 23	Dépenses d'équipement	5 719 363,16 €	11 162 219,55 €	8 721 743,49 €
10	Dotations, fonds et réserves	806,00 €	34 500,00 €	34 436,14 €
16	Emprunts	1 640 733,85 €	1 614 500,00 €	1 613 223,55 €
26	Participations et créances rattachées	500,00 €	2 500,00 €	2 500,00 €
27	Autres immobilisations financières	10 820 873,00 €		
458003	Opérations sous mandat lycée hôtelier			247 000,00 €
020	Dépenses imprévues		151 348,58 €	
	TOTAL DEPENSES REELLES	**18 182 276,01** €	**12 965 068,13** €	**10 618 903,18** €
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 329 472,95 €	13 840,00 €	231 129,35 €
041	Opérations patrimoniales	55 972,59 €	120 000,00 €	78 073,99 €
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	**1 385 445,54** €	**133 840,00** €	**309 203,34** €
	TOTAL DEPENSES	**19 567 721,55** €	**13 098 908,13** €	**10 928 106,52** €
001	Déficit reporté	1 891 536,81 €		
	TOTAL GENERAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**21 459 258,36** €	**13 098 908,13** €	**10 928 106,52** €

Conformément aux orientations budgétaires pour 2019, la poursuite des programmes d'investissement se confirme avec une augmentation de plus de 52 % des dépenses d'équipement comparativement à 2018 pour atteindre en réalisations 8 700 000 €.

Envoyé en préfecture le 23/01/2020
Reçu en préfecture le 23/01/2020
Affiché le
ID : 035-213500937-20200120-DEL_2020_002-DE

3 / L'ENDETTEMENT DE LA COMMUNE

En 2019, la Commune de Dinard n'a pas eu besoin de recourir à l'emprunt pour le budget principal et les trois budgets annexes eau, assainissement et port.

Le désendettement de la commune se poursuit, aucun emprunt n'ayant été réalisé en 2018, à l'exception d'un emprunt de 1 100 000 € auprès de la Banque postale sur 20 ans au taux fixe de 1,62 % pour le budget assainissement.

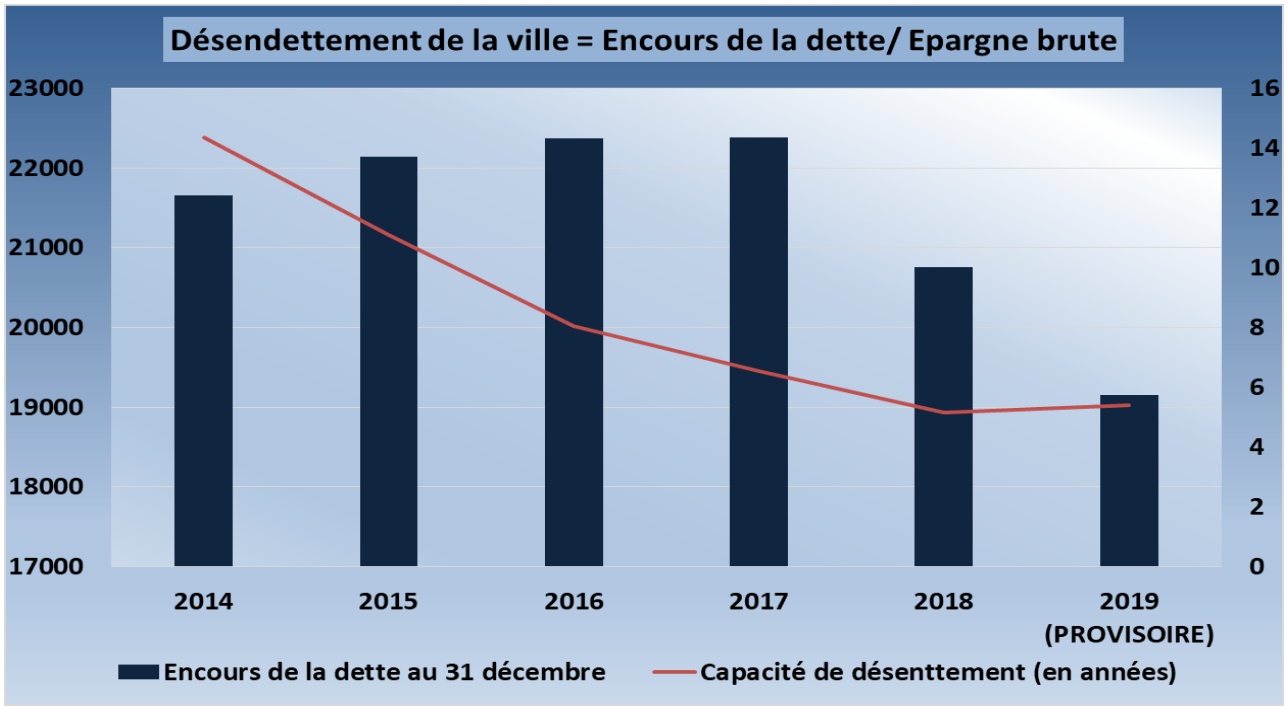
Sur le mandat, depuis 2017, deux emprunts ont été mobilisés ou encaissés :

1 500 000 € en 2017 pour le budget principal, sur 15 ans, au taux fixe de 1,21 % auprès de la Société Générale (contrat du 20/12/2017) et,

1 100 000 € en 2019 pour le budget assainissement (contrat du 27/12/2018, première échéance le 1er mars 2020).

Pour le budget principal, le désendettement se traduit par une baisse de l'encours de l'ordre de 3 200 000 € depuis fin 2016. Les données sont reportées ci-après :

Budget principal	2014	2015	2016	2017	2018	2019 provisoire
Encours de la dette au 31 décembre	21 658 621 €	22 135 014 €	22 370 998 €	22 380 296 €	20 754 006 €	19 147 171 €



Le ratio de capacité de désendettement évolue également favorablement à la baisse. Il détermine le nombre d'années nécessaires à la commune pour

Envoyé en préfecture le 23/01/2020
Reçu en préfecture le 23/01/2020
Affiché le
ID : 035-213500937-20200120-DEL_2020_002-DE

rembourser intégralement sa dette si elle utilise l'intégralité d
remboursement

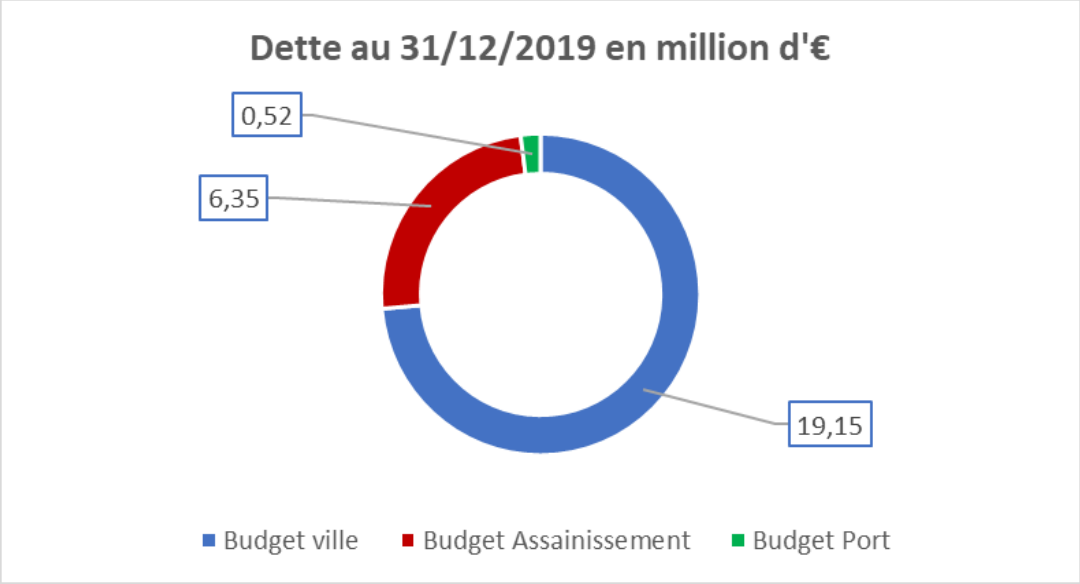
Commune de DINARD	2014	2015	2016	2017	2018	2019 provisoire
Encours de la dette au 31 décembre	**21 658 621 €**	**22 135 014 €**	**22 370 998 €**	**22 380 296 €**	**20 754 006 €**	**19 147 171 €**
Capacité de désendettement	**14,4**	**11,1**	**8,4**	**6,5**	**5,6**	**5,4**

N.B. : les graphiques suivants n'intègrent pas l'emprunt de 1 100 000 € contracté le 27 décembre 2018 auprès de la Banque postale pour le budget assainissement, l'encaissement des fonds étant intervenu en 2019 avec une première échéance en 2020).

LA DETTE CONSOLIDÉE DE LA COMMUNE

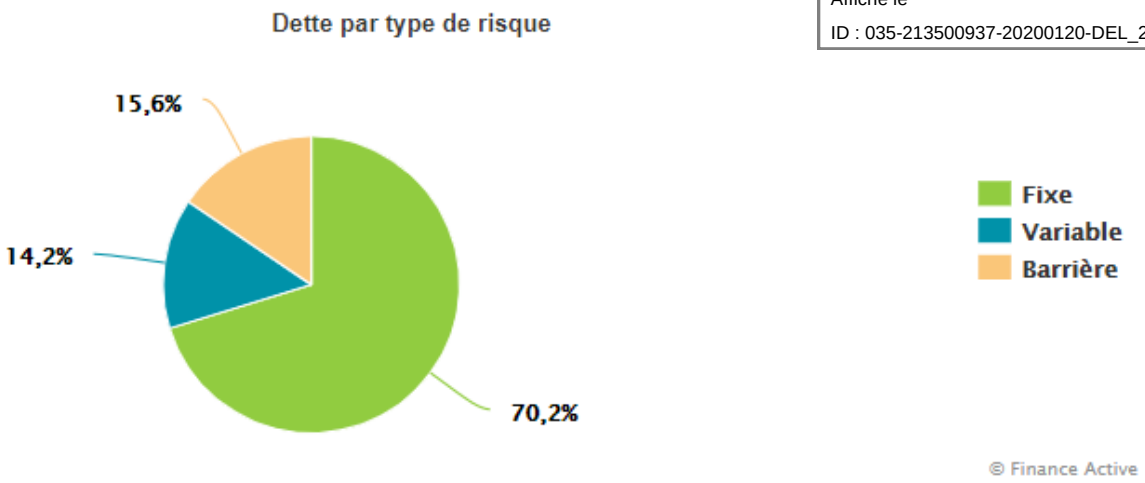
Au 31 décembre 2019, la dette globale de la commune atteint 26,02 M€ dont :

- ✓ 19,15 M€ pour le budget principal
- ✓ 6,35 M€ pour le budget assainissement
- ✓ 0,52 M€ pour le budget du port



Le taux moyen de la dette d'établit à 3,01 % et sa durée de vie résiduelle est de 12 ans et 1 mois.

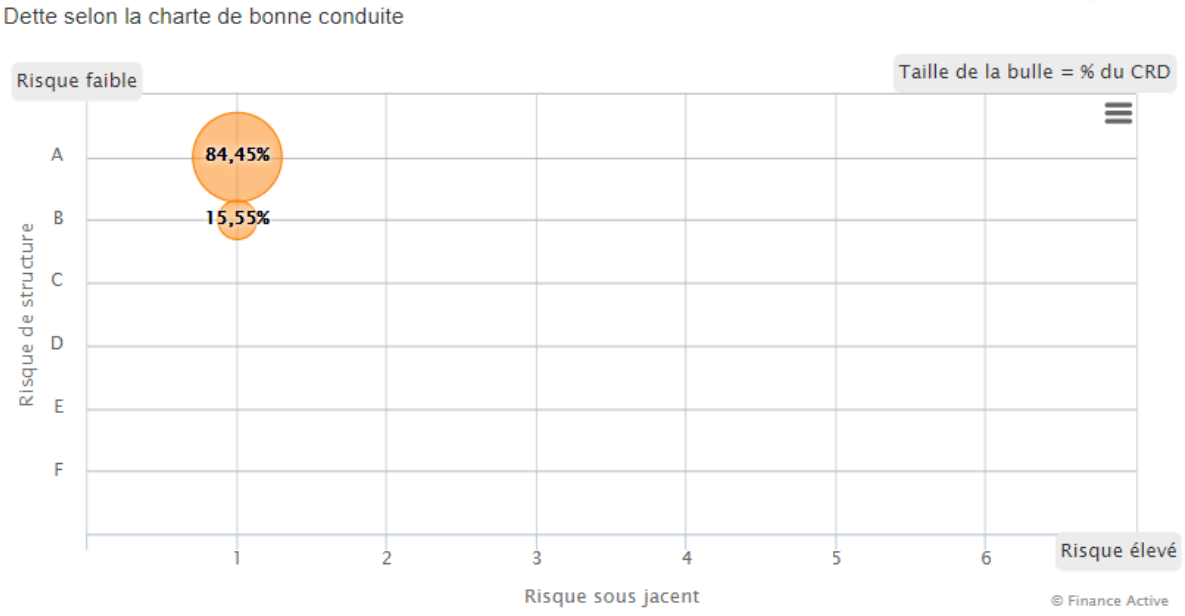
Envoyé en préfecture le 23/01/2020
Reçu en préfecture le 23/01/2020
Affiché le
ID : 035-213500937-20200120-DEL_2020_002-DE



La dette est composée à 14,2 % de prêts à taux variable et de 85,8 % de prêts à taux fixe (dont 15,6 % de taux fixes structurés). Il s'agit de prêts qui restent à taux fixe tant qu'une condition préalablement définie dans le contrat n'est pas remplie.

En l'occurrence, aucune des « barrières » n'ayant été franchie pour le moment, ces emprunts (dont liste est présentée ci-après) demeurent à taux fixe.

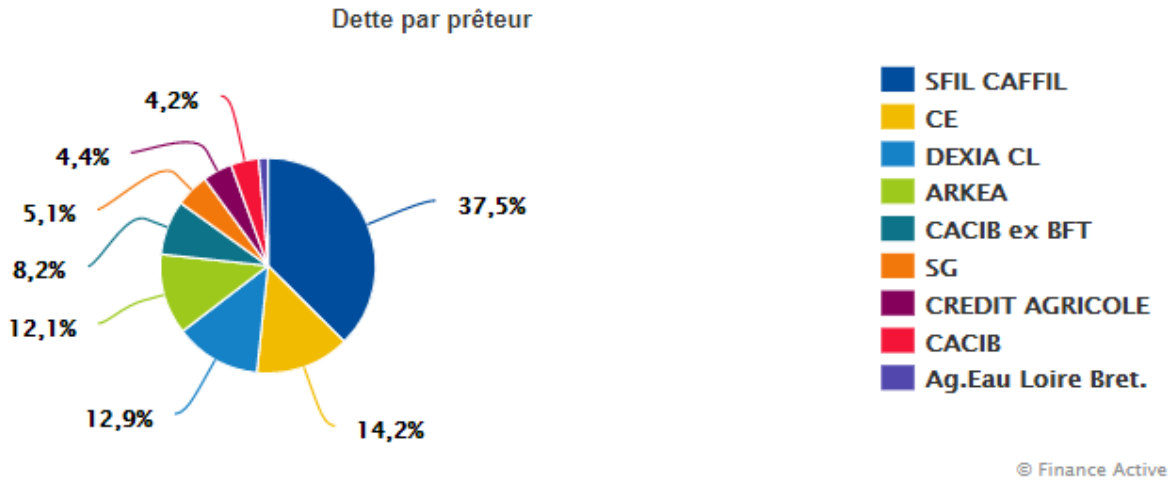
Selon la charte Gissler de bonne conduite, le risque de l'encours de la dette de la commune est considéré comme étant faible.



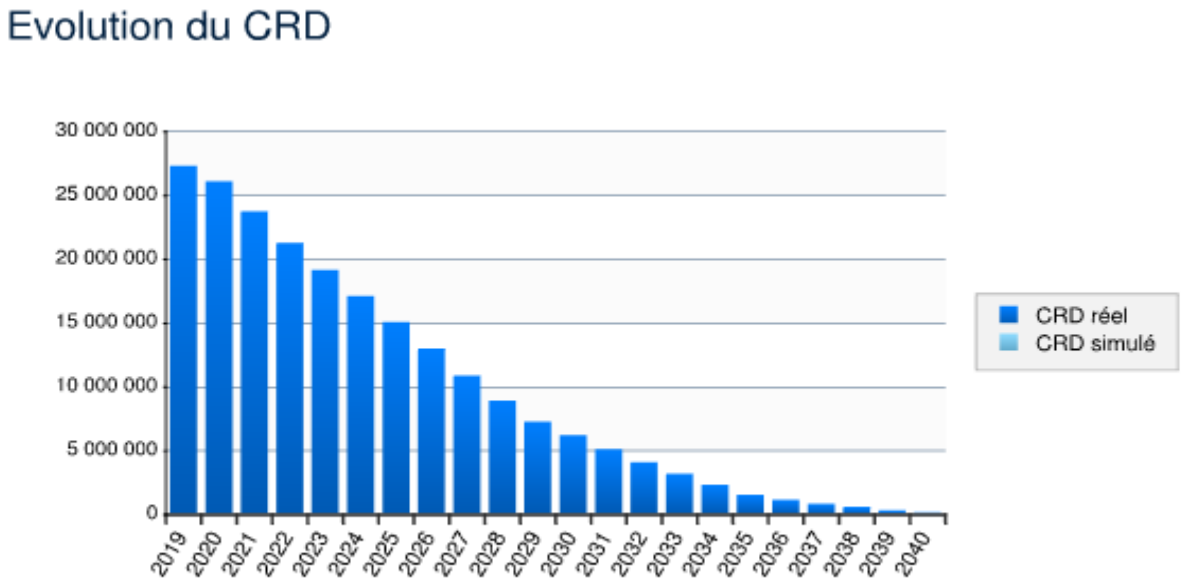
Historiquement, la commune a beaucoup emprunté auprès de Dexia, ce qui explique le fort pourcentage d'encours auprès de la SFIL (Société de Financement Local) qui a repris une bonne partie des prêts autrefois gérés par cette banque. Par ailleurs, le prêt de 4,5 M€ contracté auprès de La Banque Postale en 2014 a également été transféré à la SFIL. En 2018, aucun emprunt n'a été contracté pour le budget principal et le budget du Port. A contrario, un emprunt de 1,1M€ a été souscrit en 2018 à taux

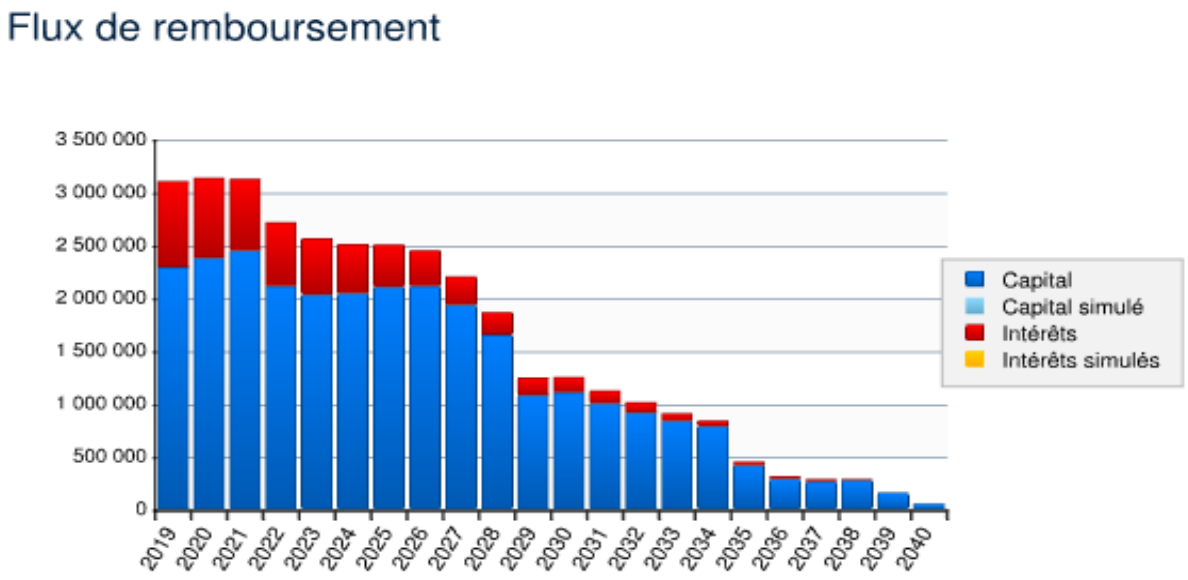
Envoyé en préfecture le 23/01/2020
Reçu en préfecture le 23/01/2020
Affiché le
ID : 035-213500937-20200120-DEL_2020_002-DE

fixe de 1,62 % pour le budget assainissement et encaissé en



L'évolution du Capital Restant Dû (CRD) présente le profil d'extinction de dette.





Envoyé en préfecture le 23/01/2020
Reçu en préfecture le 23/01/2020
Affiché le
ID : 035-213500937-20200120-DEL_2020_002-DE

4 / LA SITUATION FINANCIÈRE

Le résultat comptable comprend les restes à réaliser (RAR) en recettes et en dépenses, en investissement (engagements de tiers, par exemple, des financeurs ou engagements, à l'égard de tiers, notamment pour les marchés publics).
Pour connaître la situation comptable réelle, il est donc nécessaire de prendre en compte les engagements en investissement. Le résultat global corrigé des restes à réaliser ajoute à l'analyse ; les données correspondantes sont reportées pour la période étudiée.

Résultats intégrant les restes à réaliser

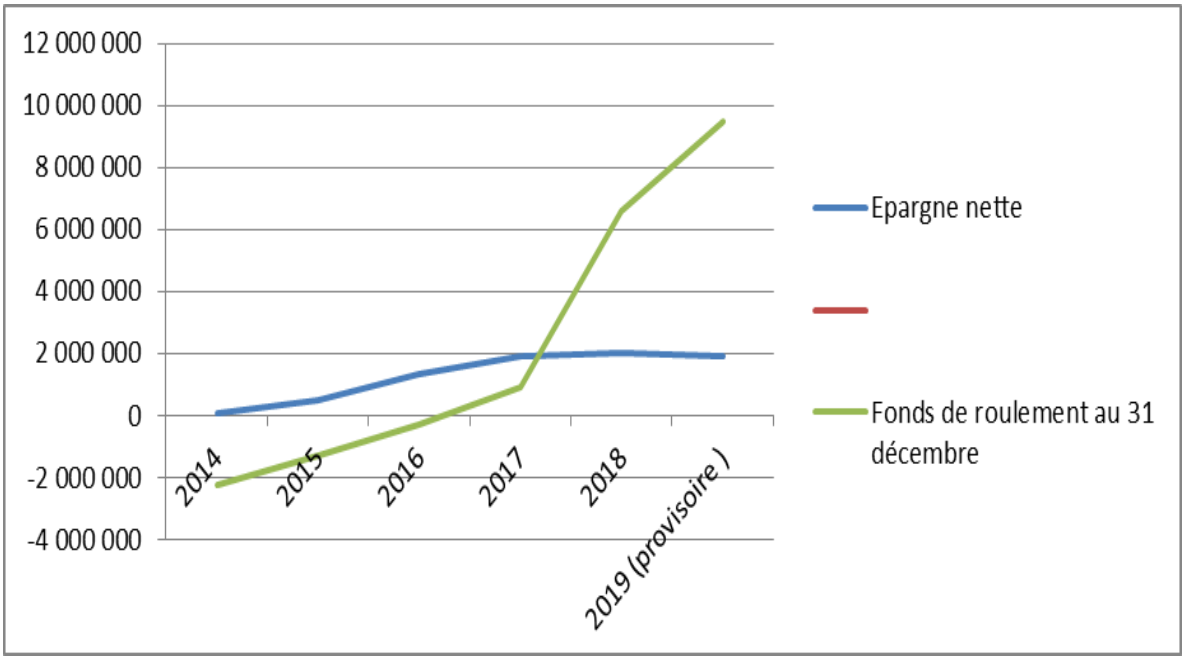
	2015	2016	2017	2018	2019 Provisoire au 31/12/2019
Budget principal commune	**- 2 683 870 €**	**- 1 979 912 €**	**- 772 456 €**	**4 225 286 €**	**3 243 616 €**
Budgets annexes	**1 970 817 €**	**1 383 044 €**	**621 882 €**	**1 483 227 €**	**1 102 449 €**
Eau	2 264 559 €	1 808 536 €	1 671 340 €	1 392 899 €	1 273 182 €
Assainissement	- 231 325 €	- 462 338 €	- 1 057 555 €	- 7 100 €	24 614 €
Port	- 9 062 €	79 847 €	57 545 €	96 694 €	- 197 686 €
FFB	- 53 356 €	- 43 000 €	- 49 448 €	734 €	2 339 €
Budget principal + budgets annexes	**- 713 053 €**	**- 596 868 €**	**- 150 574 €**	**5 708 514 €**	**4 346 065 €**
Budget autonome dissous en 2018 :					
Camping	569 570 €	777 041 €	852 601 €	1 087 719 €	
Budget principal + budgets annexes + budget autonome du camping	- **143 483€**	**180 173 €**	**702 027 €**	**6 796 233 €**	**4 346 065 €**

L'excédent 2019 de 4 346 065 € est obtenu pour les cinq budgets de la commune sans recours à l'emprunt.

Les ratios d'analyse financière, reportés pour le budget principal, tendent à démontrer l'amélioration de l'épargne. La maîtrise des dépenses de fonctionnement (- 0,66 %) a permis de stabiliser le niveau d'épargne. L'épargne nette, après remboursement du capital des emprunts, reste comparable à 2017.
Sans ces marges de manœuvre, la collectivité ne peut garantir un niveau d'investissements suffisant pour répondre aux besoins de la population et réaliser le programme du mandat. Une épargne faible ou des ressources propres insuffisantes conduisent au recours accru à l'emprunt, avec à terme une dégradation de l'épargne liée au poids de l'annuité.

Envoyé en préfecture le 23/01/2020
Reçu en préfecture le 23/01/2020
Affiché le
ID : 035-213500937-20200120-DEL_2020_002-DE

Budget principal de la Commune de DINARD	2014	2015	2016	2017	2018	(PROVISOIRE AU 31/12/2019)
Epargne brute	1 508 567 €	1 996 216 €	2 777 939 €	3 422 100 €	3 677 402 €	3 544 324 €
Epargne nette	60 086 €	472 608 €	1 335 143 €	1 931 398 €	2 036 668 €	1 931 101 €
Fonds de roulement au 31 décembre	- 2 262 329 €	- 1 285 984 €	- 319 708 €	914 463 €	6 588 000 €	9 486 704 €



Le fonds de roulement correspond aux sommes disponibles sur le compte de la commune dont le produit des cessions (non pris en compte pour le calcul de l'épargne).

Envoyé en préfecture le 23/01/2020
Reçu en préfecture le 23/01/2020
Affiché le
ID : 035-213500937-20200120-DEL_2020_002-DE

5 / LA STRUCTURE ET L'ÉVOLUTION DES DÉPENSES DI

Eléments de rémunérations du 1er décembre 2018 au 30 novembre 2019

Effectifs titulaires

Catégorie	Filière	Cadre d'emplois	Nombre heures	Traitement base	NBI	Heures sup et compl	SFT	Primes et indemnités	Avantages en nature	Brut
A	Administrative	Attachés	16 320	345 401	10 698	0	7 335	113 834	11 653	490 433
	Culturelle	conservation (patrimoine)	1820	27 315	1 125	0	981	10 177	0	39 598
		Bibliothécaires	1820	36 420	559	0	0	9 148	0	46 127
	Technique	Ingénieurs	5 460	101 720	2 529	0	1 241	59 626	0	165 930
B	Administrative	Rédacteurs	35 858	505 333	1 640	11 837	6 316	139 575	0	668 417
	Animation	Animateurs	3 772	51 977	843	3 250	0	14 774	0	71 349
	Culturelle	Assistants de conservation	5 466	77 043	1 687	173	0	17 467	0	97 125
	Police municipal	Chefs de service de police municipale	4 238	49 573	843	19 256	0	26 491	0	96 395
	Sportive	Educateurs des A.P.S	9 150	136 180	1 687	1 373	5 216	38 125	0	183 925
	Technique	Techniciens	22 087	324 145	7 045	2 034	1 994	107 815	330	446 300
C	Administrative	Adjoints administratifs	89 459	1021502	11 260	21 636	13 363	247 283	252	1328 974
	Animation	Adjoints d'animation	9 356	99 632	562	5 042	27	26 380	0	133 034
	Médico sociale	Auxiliaires de puériculture	1820	25 581	0	0	0	2 243	0	27 845
	Patrimoine	Adjoints du patrimoine	3 276	38 502	1 044	0	27	8 000	0	48 078
	Police municipal	Brigadiers-chefs principaux	19 237	225 406	0	30 503	9 080	83 944	0	351 031
		Gardiens-brigadiers	11 128	109 829	0	11 893	885	39 008	0	162 947
	Sociale	Agents spécialisé des écoles maternelles	5 096	70 062	0	0	0	13 728	0	84 293
	Technique	Adjoint techniques	245 939	2 709 121	4 399	71 091	36 606	621 179	9 636	3 476 549
		Agents de maîtrise	64 802	829 840	11 094	28 373	12 444	187 308	678	1083 184

Effectifs non-titulaires

Catégorie	Filière	Cadre d'emplois	Nombre d'heures	Traitement base	NBI	Heures sup	SFT	Primes et indemnités	Avantages en nature	Brut
A	Administrative	Attachés	1820	37 338	0	0	841	10 603	0	49 013
B	Sportive	Educateurs des A.P.S	9 063	92 382	0	6 320	885	8 680	0	109 192
C	Animation	Adjoints d'animation	6 673	62 949	0	4 113	0	10 008	0	76 453
	Administrative	Adjoints administratifs	5 089	38 888	0	178	145	757	0	39 716
	Patrimoine	Adjoints du patrimoine	61	611	0	0	30	0	0	641
	Technique	Adjoints techniques	72 744	723 151	0	11 649	6 650	108 131	4 118	854 148
		Techniciens	1821	28 027	0	19	0	633	0	28 679
	Divers	Agents Recenseurs	1643	16 549	0	0	9	137	0	16 695
		Service civique	0	0	0	0	0	1392	0	1392
		Conférenciers	0	0	0	0	0	858	0	858
		Guides	354	9 030	0	0	0	1303	0	10 333
		Etudiants Stagiaire	0	0	0	0	0	10 091	0	10 091
		Collaborateurs occasionnels	0	0	0	0	0	5 925	0	5 925
		Intervenants horaires	2 082	47 575	0	0	0	7 783	0	55 526
		apprenti	339	3 397	0	0	0	0	0	3 397
		Contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE)	8 813	86 977	0	3 462	0	9 462	0	100 283

Envoyé en préfecture le 23/01/2020
Reçu en préfecture le 23/01/2020
Affiché le
ID : 035-213500937-20200120-DEL_2020_002-DE

6 - LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR 2020

6.1 / Le budget principal de la commune

Les orientations principales sont :
- le maintien des taux de fiscalité,
- la maîtrise des dépenses de fonctionnement avec en corollaire,
- le recours limité à l'emprunt sans endettement de la commune et,
- la poursuite des programmes d'investissement et l'engagement de nouveaux programmes.

Les principaux chantiers ou programmes à engager en 2020 sont les suivants :

Poursuite de la réhabilitation du Boulevard FÉART 2ème tranche : 470 000 €

Boulevard de la Mer- mise en réseau séparatif précédant les travaux : 600 000 €

Enveloppe voirie : 700 000 €

Enveloppe éclairage : 300 000 €

Roches brunes, travaux : 150 000 €

Amélioration et entretien des bâtiments, performance énergétique : 150 000 €

MOE Piscine couverte chauffée: 500 000 €

Manoir de Port Breton / réhabilitation du Rez de jardin et du Rez de Chaussée : 450 000 €

Transfert des serres : 500 000 €

Environnement : 200 000 €

Modernisation des services de l'administration : 150 000 €

Plan pluriannuel de renouvellement du parc informatique de la médiathèque et du parc informatique de la ville, acquisition d'outils pour une modernisation des services

Rénovation de la piscine du Prieuré : 1 400 000 €

Travaux de revitalisation des commerces en entrée de la Plage de l'Ecluse : 700 000 €

Plan vélo : 300 000 €

Accessibilité : 400 000 €

Envoyé en préfecture le 23/01/2020
Reçu en préfecture le 23/01/2020
Affiché le
ID : 035-213500937-20200120-DEL_2020_002-DE

Étude de la construction d'une tribune pour le stade de P

Ecoles, jeunesse, social, bâtiments : 100 000 €

Achat du terrain Engie : 700 000 €

Total programmes d'investissement pour 2020 : **7 820 000 € à ce jour**

Hypothèse servant à construire la prospective :

1/ Sont exclues :

- ✓ Les cessions comptabilisées en recettes réelles de fonctionnement et, les opérations liées à la vente de terrain de la gare (taxe d'urbanisme 3ème versement).

2/ Sont retenus les éléments suivants :

- ✓ Stabilité des taux de fiscalité avec une revalorisation des bases de 1 %
- ✓ Maintien des dotations de l'Etat (+ 0,30 % par an)
- ✓ Maîtrise des dépenses de fonctionnement avec :
  - o L'actualisation annuelle des charges à caractère général au taux prévisionnel d'inflation de 1,20 % et,
  - o Augmentation des charges de personnel limitée à 1,20 % par an.

- ✓ Maîtrise de l'endettement, le recours à l'emprunt (1 500 000 € par an en 2020 et 2021), est inférieur au remboursement du capital des emprunts.

- ✓ Hausse annuelle des tarifs de 1,50 % (produits des services)

- ✓ Subventions d'équipement de l'ordre de 547 500 € attendus pour 2020 (dont Palais des Arts pour 513 000 € solde Département et CCCE, Fonds Eperon 22 000 € et, FSIL/Skate park pour 12 550 €)

- ✓ Subventions d'équipement de l'ordre de 400 000 € (10 % des dépenses d'équipement)

- ✓ F.C.T.V.A. : 850 000 € en 2020 et 2021

- ✓ Taxe d'aménagement : 273 000 € en 2020 et 2021 (réalisations 2019)

- ✓ Amendes de police : 90 000 € en 2020 et 2021 (réalisations 2019)

Envoyé en préfecture le 23/01/2020
Reçu en préfecture le 23/01/2020
Affiché le
ID : 035-213500937-20200120-DEL_2020_002-DE

Budget principal Hors restes à réaliser (en milliers d'euros)	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	***2019***	***2020***	***2021***
Fiscalité	22 735	21 240	21 727	21 785	20 740	*21 081*	*21 313*	*21 547*
Dotations	4 905	4 401	3 723	3 934	3 801	*3 650*	*3 661*	*3 672*
Produits des services et de gestion	1 347	1 576	1 777	1 761	2 571	*2 489*	*2 526*	*2 564*
Autres recettes	930	1 276	1 005	1 250	17 971	*2 096*	*255*	*255*
Dont cession	10	2	18	208	16 477	*1 008*		
Recettes réelles de fonctionnement (hors 775)	**29 907**	**28 490**	**28 214**	**28 522**	**28 606**	**28 308**	**27 755**	**28 038**
Recettes réelles de fonctionnement	**29 917**	**28 493**	**28 232**	**28 730**	**45 083**	**29 316**	**27 755**	**28 038**
Charges à caractère général	6 019	5 442	5 107	4 929	4 816	*5 528*	*5 594*	*5 661*
Charges de personnel	14 033	14 310	14 572	15 114	14 410	*14 538*	*14 712*	*14 889*
Atténuations de produits	2 480	2 539	2 608	2 464	2 524	*2 337*	*2 524*	*2 524*
Charges de transfert (65)	4 993	3 392	2 437	1 895	1 678	*1 755*	*1 624*	*1 614*
Frais financiers	730	732	689	661	622	*568*	*545*	*520*
Autres dépenses	142	79	22	38	879	*38*	*12*	*12*
Dépenses réelles de fonctionnement	**28 398**	**26 494**	**25 435**	**25 101**	**24 929**	**24 764**	**25 012**	**25 221**
Epargne brute	**1 509**	**1 996**	**2 779**	**3 422**	**3 677**	**3 544**	**2 743**	**2 818**
Epargne nette	**61**	**472**	**1 336**	**1 931**	**2 036**	**1 931**	**1 116**	**1 050**
Ressources propres d'investissement	2 579	1 545	772	924	1 195	*2 931*	*1 760*	*1 613*
Emprunt	**4 500**	**2 000**	**1 500**	**1 500**		***0***	***1 500***	***1 500***
Dépenses réelles d'équipement	**4 669**	**3 053**	**2 659**	**3 324**	**14 314**	***5 345***	***5 200***	***4 000***
Encours de la dette	**21 659**	**22 135**	**23 371**	**22 380**	**20 754**	***19 147***	***19 020***	***18 752***
Capacité de désendettement	**14,4**	**11,1**	**8,4**	**6,5**	**5,6**	**5,4**	***6,9***	***6,6***

6.2 /Le budget annexe de l'eau

Le budget de l'eau conserve une situation financière confortable, sans recours à l'emprunt depuis 2017, en raison des excédents reportés de l'exercice antérieur. L'exercice 2019 dégage un excédent global intégrant les restes à réaliser de 1 273 K€ (ou milliers d'euros).

Ce budget est sans endettement.

Par délibération du 16 décembre dernier, le Conseil municipal a retenu la SAUR pour la délégation de service public du service public de l'eau expirant le 31 décembre 2019.

Envoyé en préfecture le 23/01/2020
Reçu en préfecture le 23/01/2020
Affiché le
ID : 035-213500937-20200120-DEL_2020_002-DE

Budget Eau hors restes à réaliser (en milliers d'euros)	2014	2015	2016	2017	2018	provisoire	2019/ /2018	moy. 2014/ /2019
Section de fonctionnement								
Recettes								
atténuations de charges			21	16	5	16	220,0%	
produits des services	536	581	458	448	405	312	- 23,0%	-10,3%
produits financiers								
dotations et participations					16		-100,0%	
produits exceptionnelles								
reprise provisions	480							-100,0%
Recettes réelles de fonctionnement	**1 016**	**581**	**479**	**464**	**426**	**328**	**- 23,0%**	-20,2%
recettes d'ordre								
excédent antérieur reporté	1 323	1 726	1 762	1 598	1 404	1 184	**- 15,7%**	-2,2%
Total recettes de fonctionnement	**2 339**	**2 307**	**2 241**	**2 062**	**1 830**	**1 512**	**- 17,4%**	-8,4%
Dépenses								
charges à caractère général	349	317	398	381	362	335	**- 7,5%**	-0,8%
charges de personnel	40	9	30	56	55	79	**43,6%**	14,6%
charges financières								
dotations provisions								
Dépenses réelles de fonctionnement	**389**	**326**	**428**	**437**	**417**	**414**	- **0,7%**	1,3%
dépenses d'ordre	224	220	215	221	229	231	**0,9%**	0,6%
déficit antérieur reporté								
Total dépenses de fonctionnement	**613**	**545**	**643**	**658**	**646**	**645**	**-0,2%**	1,0%
Section d'investissement								
Recettes								
subventions								
emprunts								
autres recettes d'investissement	73	108	68	70	70	11	**- 84,3%**	-31,5%
immobilisations financières	73	108	68	70	70	11	**- 84,3%**	-31,5%
Recettes réelles d'investissement	**146**	**216**	**136**	**140**	**140**	**22**	**- 84,3%**	-31,5%
Recettes d'ordre	224	219	214	278	229	232	**1,3%**	0,7%
Excédent antérieur reporté ou affecté	1 101	960	639	513	381	263	**- 31,0%**	-24,9%
Total recettes d'investissement	**1 471**	**1 395**	**989**	**931**	**750**	**517**	**- 31,1%**	-18,9%
Dépenses								
remboursement capital dette	0	0	0	0	0	0		
dépenses d'équipement (20/21/23)	438	648	408	423	417	100	**- 76,0%**	-25,6%
immobilisations financières	73	108	68	70	70	11	**- 84,3%**	-31,5%
Dépenses réelles d'investissement	**511**	**756**	**476**	**493**	**487**	**111**	**- 77,2%**	-26,3%
dépenses d'ordre				57				
déficit antérieur reporté								
Total dépenses d'investissement	**511**	**756**	**476**	**550**	**487**	**111**	**- 77,2%**	-26,3%
Soldes financiers								
Epargne brute	**627**	**255**	**51**	**27**	**9**	**-86**	**- 1055,6%**	-167,2%
Epargne nette	**627**	**255**	**51**	**27**	**9**	**-86**	**- 1055,6%**	-167,2%
Résultat de l'exercice	**2 686**	**2 401**	**2 111**	**1 785**	**1 447**	**1 273**	**- 12,0%**	-13,9%
Encours de la dette	**0**	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***		
Capacité de désendettement (en années)								

Envoyé en préfecture le 23/01/2020
Reçu en préfecture le 23/01/2020
Affiché le
ID : 035-213500937-20200120-DEL_2020_002-DE

6.3 / Le budget annexe de l'assainissement

En 2019, l'emprunt souscrit en décembre 2018 pour 1 100 000 € a été encaissé. L'autorisation d'emprunt n'a pas été utilisée en 2019, le résultat est excédentaire de 24 K€.

Par délibération du 16 décembre dernier, le Conseil municipal a décidé de renouveler auprès de VEOLIA la délégation de service public du service public de l'assainissement expirant le 31 décembre 2019.

Envoyé en préfecture le 23/01/2020
Reçu en préfecture le 23/01/2020
Affiché le
ID : 035-213500937-20200120-DEL_2020_002-DE

Budget Assainissement hors restes à réaliser (en milliers d'euros)	2014	*2015*	*2016*	*2017*	*2018*	*provisoire*	/2018	moy. 2014/ /2019
Section de fonctionnement								
Recettes								
atténuations de charges	23	*19*						
produits des services	1 131	*781*	*1 003*	*1 014*	*902*	*1 060*	17,5%	-82,7%
produits financiers								
dotations et participations					*74*		-100,0%	
produits exceptionnelles	14					*12*		-100,0%
reprise provisions		*160*						
Recettes réelles de fonctionnement	**1 168**	**960**	**1 003**	**1 014**	**976**	**1 072**	**9,8%**	-1,7%
recettes d'ordre	96	*106*	*106*	*106*	*104*	*104*	**0,0%**	1,6%
excédent antérieur reporté		*25*						
Total recettes de fonctionnement	**1 264**	**1 091**	**1 109**	**1 120**	**1 080**	**1 176**	**8,9%**	-1,4%
Dépenses								
charges à caractère général	61	*84*	*61*	*38*	*59*	*50*	**-15,3%**	-3,9%
charges de personnel	20	*20*		*19*	*0*			-100,0%
charges financières	274	*292*	*245*	*235*	*218*	*203*	**-6,9%**	-5,8%
charges exceptionnelles		*180*						
dotations provisions								
Dépenses réelles de fonctionnement	**355**	**576**	**306**	**292**	**277**	**253**	**-8,7%**	-6,6%
dépenses d'ordre	603	*611*	*632*	*645*	*693*	*704*	**1,6%**	3,1%
déficit antérieur reporté	281		*96*					-100,0%
Total dépenses de fonctionnement	**1 239**	**1 187**	**1 034**	**937**	**970**	**957**	**-1,3%**	-5,0%
Section d'investissement								
Recettes								
subventions								
emprunts		*1 000*	*500*		*0*	*1 100*		
autres recettes d'investissement	49	*187*	*148*	*184*	*84*	*57*	**-32,1%**	3,1%
immobilisations financières	49	*187*	*148*	*164*	*84*	*57*	**-32,1%**	3,1%
Recettes réelles d'investissement	**98**	**1 374**	**796**	**348**	**168**	**1 214**	**622,6%**	65,4%
Recettes d'ordre	603	*611*	*632*	*645*	*709*	*704*	**-0,7%**	3,1%
Excédent antérieur reporté ou affecté	882	*365*	*285*	*178*	*183*	*110*	**-39,9%**	-34,1%
Total recettes d'investissement	**1 583**	**2 350**	**1 713**	**1 171**	**1 060**	**2 028**	**91,3%**	5,1%
Dépenses								
remboursement capital dette	730	*500*	*544*	*582*	*599*	*617*	**3,0%**	-3,3%
dépenses d'équipement (20/21/23)	343	*1 272*	*812*	*1 043*	*538*	*427*	**-20,6%**	4,5%
immobilisations financières	49	*187*	*148*	*164*	*84*	*57*	**-32,1%**	3,1%
Dépenses réelles d'investissement	**1 122**	**1 959**	**1 504**	**1 789**	**1 221**	**1 101**	**-9,8%**	-0,4%
dépenses d'ordre	96	*106*	*106*	*106*	*119*	*104*	**-12,6%**	1,6%
déficit antérieur reporté					*724*	*1 004*	**38,7%**	
Total dépenses d'investissement	**1 218**	**2 065**	**1 610**	**1 895**	**2 064**	**2 209**	**7,0%**	12,6%
Soldes financiers								
Epargne brute	**813**	**384**	**697**	**722**	**699**	**819**	**17,2%**	0,1%
Epargne nette	**83**	**-116**	**153**	**140**	**100**	**202**	**102,0%**	19,5%
Résultat de l'exercice	**390**	**188**	**178**	**-541**				-100,0%
Encours de la dette *	**6 593**	***7 092***	***7 048***	***6 467***	***5 868***	***6 350***		
Capacité de désendettement (en années)	**8,11**	**18,47**	**10,11**	**8,96**	**8,39**	**7,75**		

* En cours non compris l'emprunt de 1 100 000 € encaissé en 2019 (1ère échéance en 2020).

Envoyé en préfecture le 23/01/2020
Reçu en préfecture le 23/01/2020
Affiché le
ID : 035-213500937-20200120-DEL_2020_002-DE

6.4 / Le budget annexe du port

Le budget du port en 2019, intégrant les restes à réaliser, est déficitaire en 2019 de 197 K€, aucun emprunt n'ayant été réalisé. En 2018, le résultat était excédentaire de 96,7 K€ contre 57,5 K€ en 2017.

La rétrospective depuis 2014 ne prend pas en compte les restes à réaliser, pour le calcul des résultats.

Envoyé en préfecture le 23/01/2020
Reçu en préfecture le 23/01/2020
Affiché le
ID : 035-213500937-20200120-DEL_2020_002-DE

BUDGET du PORT hors restes à réaliser (en milliers d'euros)	2014	2015	2016	2017	2018	provisoire	2019/2018	moy. 2019 /2014
Section de fonctionnement Recettes								
atténuations de charges								
produits des services	731	720	706	717	778	728	-6,4%	-0,1%
autres produits de gestion courante	31	18	19	20	21	26	23,8%	-3,5%
produits exceptionnels	0	1	5	7		1		
reprise provisions	228							-100,0%
Recettes réelles de fonctionnement	**990**	**739**	**730**	**744**	**799**	**755**	-5,5%	-5,3%
recettes d'ordre								
excédent antérieur reporté					58	69	19,0%	
Total recettes de fonctionnement	**990**	**739**	**730**	**744**	**857**	**824**	-3,9%	-3,6%
Dépenses								
charges à caractère général	277	369	307	261	267	237	-11,2%	-3,1%
charges de personnel	231	223	224	223	229	215	-6,1%	-1,4%
autres charges de gestion courante				4				
charges financières	27	25	23	21	19	17	-10,5%	-8,8%
charges exceptionnelles	0	0	0	0				
dotations provisions								
impôt sur les bénéfices					74	39	-47,3%	
Dépenses réelles de fonctionnement	**535**	**617**	**554**	**509**	**589**	**508**	-13,8%	-1,0%
dépenses d'ordre	128	103	70	70	111	128	15,3%	0,0%
déficit antérieur reporté	39							-100,0%
Total dépenses de fonctionnement	**702**	**720**	**624**	**579**	**700**	**636**	-9,1%	-2,0%
Section d'investissement Recettes								
subventions								
emprunts								
autres recettes d'investissement								
Recettes réelles d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**		
Recettes d'ordre	128	103	70	70	111	128	15,3%	0,0%
Excédent antérieur reporté ou affecté		288	19	106	158	88	-44,3%	
Total recettes d'investissement	**128**	**391**	**89**	**176**	**269**	**216**	-19,7%	11,0%
Dépenses								
remboursement capital dette	85	81	68	69	70	71	1,4%	-3,5%
dépenses d'équipement (20/21/23)	51	5	9	50	243	106	-56,4%	15,8%
Dépenses réelles d'investissement	**136**	**86**	**77**	**119**	**313**	**177**	-43,5%	5,4%
dépenses d'ordre								
déficit antérieur reporté	315	323	18	6		44		-32,5%
Total dépenses d'investissement	**451**	**409**	**95**	**125**	**313**	**221**	-29,4%	-13,3%
Soldes financiers								
Epargne brute	**455**	**122**	**176**	**235**	**210**	**247**	17,6%	-11,5%
Epargne nette	**370**	**41**	**108**	**166**	**140**	**176**	25,7%	-13,8%
Résultat de l'exercice	**-35**	**1**	**100**	**216**	**113**	**183**	61,9%	-239,2%
Encours de la dette	**882,00**	***801,00***	***733,00***	***664,00***	***595,00***	***520,00***	-12,6%	-10,0%
Capacité de désendettement (en années)	**1,94**	**6,57**	**4,16**	**2,83**	**2,83**	**2,11**		

Envoyé en préfecture le 23/01/2020
Reçu en préfecture le 23/01/2020
Affiché le
ID : 035-213500937-20200120-DEL_2020_002-DE

Les dépenses d'équipement pour 2020 totaliseraient 601 000 €, le détail est reporté dans le tableau suivant :

6 000 € solde Lot 4 Capitainerie 1 000 € Mission Technique pour Capitainerie 7 000 € pour réseau	14 000 €
Bornes escamotables	30 000 €
1 Moteur	12 000 €
Mobilier Capitainerie	10 000 €
500 000 € Dragage 35 000 € solde marché SETEC MOE Dragage	535 000 €

Le projet de budget primitif 2020 soumis au Conseil portuaire le 10 décembre est équilibré comme suit, par section :

	Investissement	Fonctionnement	TOTAL
Dépenses	688 200 €	777 600 €	**1 465 800 €**
Recettes	688 200 €	777 600 €	**1 465 800 €**

6.5 / Le budget annexe du festival du film britannique

Le budget du Festival ne peut parvenir à l'équilibre que par la subvention de la Commune de Dinard, ses recettes provenant exclusivement de la billetterie, des sponsors, des subventions de la Région et du Département.

En 2019, la subvention de la Commune de Dinard votée le 1er avril, au budget primitif pour 180 000 € a été majorée de 35 000 € par décision modificative n° 2 du 24 juin 2019. La subvention globale de 215 000 € est inférieure au montant alloué en 2018 (248 000 €) et les exercices antérieurs (220 000 €).
Les autres financeurs sont la Région (15 000 €) et le Département (35 000 €).

Après un déficit structurel en 2016 (- 43 000,23 €) et 2017 (- 49 447,78 €), ce budget devient excédentaire en 2018 (+ 733,6 €) et 2019 (+ 2 339 €).

Envoyé en préfecture le 23/01/2020
Reçu en préfecture le 23/01/2020
Affiché le
ID : 035-213500937-20200120-DEL_2020_002-DE

Budget Dinard Film Festival (en milliers d'euros)	2014	2015	2016	2017	2018	2019 provisoire	évol° 2019/2018	évol° annuelle moy. 2014/ /2019
Section de fonctionnement								
Recettes								
produits des services	133	*124*	*141*	*138*	*146*	*145*	- 0,7%	3,6%
dotations, subventions, participations	299	*289*	*270*	*271*	*298*	*265*	-11,1%	-5,7%
autres produits de gestion courante	0	*0*	*180*	*149*	*213*	*219*	2,8%	5,7%
produits exceptionnelles	158	*126*	*20*	*0*			-20,5%	
Recettes réelles de fonctionnement	**591**	**540**	**611**	**558**	**657**	**629**	**-8,7%**	**1,3%**
excédent antérieur reporté						*1*		
Total recettes de fonctionnement	**591**	**540**	**611**	**558**	**657**	**630**	**-4,1%**	**1,2%**
Dépenses								
charges à caractère général	496	*488*	*493*	*457*	*506*	*511*	1%	**-0,8%**
charges de personnel	89	*91*	*104*	*104*	*101*	*96*	-5%	**9,6%**
autres charges de gestion courante	0	*0*	*0*	*2*				**-100,0%**
charges exceptionnelles	0	*0*	*5*	*0*		*21*		**194,4%**
Dépenses réelles de fonctionnement	**585**	**579**	**602**	**563**	**607**	**628**	**3,5%**	**1,5%**
déficit antérieur reporté	20	*14*	*53*	*44*	*49*			**-100,0%**
Total dépenses de fonctionnement	**605**	**593**	**655**	**607**	**656**	**628**	**-4,3%**	**3,1%**
Soldes financiers								
Epargne brute	**6**	**-39**	**9**	**-5**	**50**	**1**		
Résultat de l'exercice	**-14**	**-53**	**-44**	**-49**	**1**	**2**		